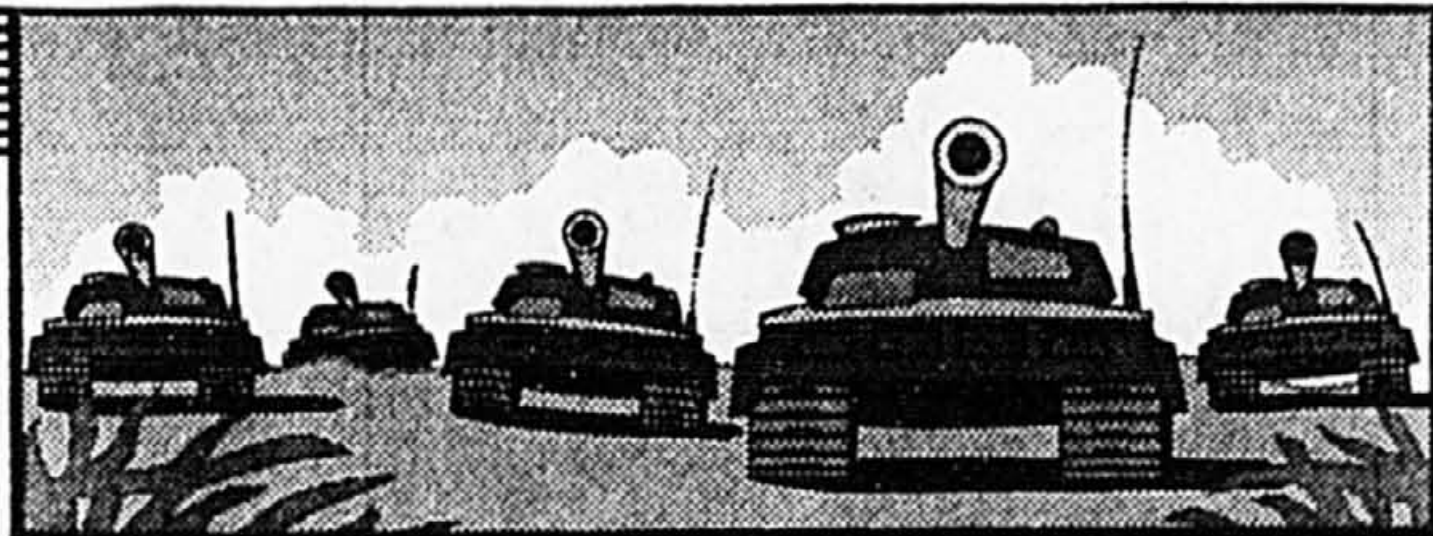
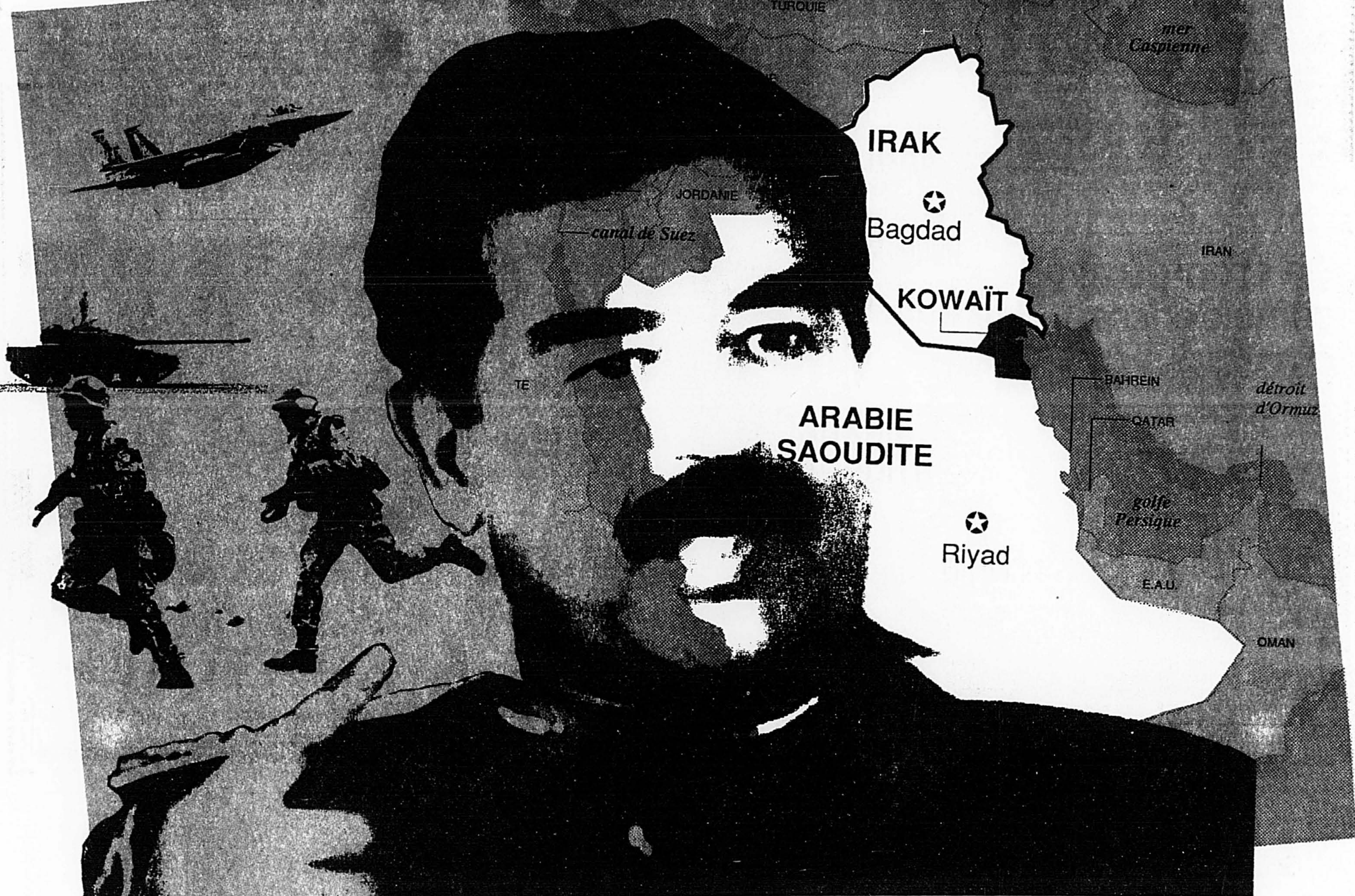




DEMAIN LA GUERRE?



JOONEED KHAN

Saddam, son prénom, signifie «celui qui confronte». La presse irakienne l'appelle al-Rais al-Qaid, «le président en place». Son hagiographe, Fouad Matar, escamote son enfance brutale et liquide en cinq pages d'héroïque légende la période de 11 ans entre son adhésion au Parti baas en 1957, à l'âge de 20 ans, et son action à la tête de l'unité blindée qui prit d'assaut le palais présidentiel au matin du 17 juillet 1968, renversant le maréchal Abdel Salam Aref et enracinant le Baas au pouvoir à Bagdad.

Baas, le mot veut dire «renouveau, renaissance». Il représente l'idéologie socialiste pan-arabiste formulée dans les années 1930 à Damas par le chrétien Michel Aflak et le musulman Salah Bitar. L'article de foi du baasisme, c'est l'unité arabe, chaque État hérité du colonialisme n'étant qu'une «région» de la Grande patrie arabe. Laïcité et révolution y vont aussi de pair.

La rencontre Saddam-Baas en pleine époque des décolonisations, sur le sol de l'ancienne Mésopotamie, berceau de l'agriculture et de la première grande civilisation il y a 5000 ans, siège de l'empire des Abbasides durant cinq siècles et somptueuse capitale des Mille et Une Nuits, au sous-sol recelant de surcroît 10 p. cent des réserves mondiales de pétrole, est au cœur de ce que Charles Saint-Prot, un autre des hagiographes de l'homme fort de Bagdad, appelle «le miracle irakien», voire «un gaullisme arabe».

Mais la médaille a un sinistre revers. La volonté de Saddam de créer «l'homme arabe nouveau» en vue d'unifier et de dynamiser les Arabes du Machrek au Maghreb, a débouché sur ce que Samir al-Khalil, dissident en exil, qualifie de «République de la peur».

Il s'agit d'un régime de parti unique à caractère messianique, qui ne tolère aucune dissidence, et d'un système élitiste où, selon

Saint-Prot lui-même, «30000 cadres-militants du Baas et 1,5 million d'adhérents, de sympathisants, d'aspirants, de candidats et d'apprentis baasistes» se partagent un pouvoir pyramidal aux dépens des 19 millions d'habitants de la «région irakienne» — et des 200 millions autres de la «nation arabe».

Khalil compare Saddam à Staline dans l'appropriation du pouvoir révolutionnaire et l'exercice de la répression — d'autres font le rapprochement avec Hitler —, mais il invoque aussi la spécificité irakienne, comme l'admiration vouée au gouverneur omayyade Hajjaj bin Yusuf, qui déclara à la populace dans son discours inaugural, au début du 7^e siècle: «Je vois devant moi des têtes prêtes à couper, et c'est moi qui les couperai».

«Saddam a dit un jour que les têtes étaient faites pour être coupées comme des concombres», déclare un Montréalais d'origine arabe qui, lors d'une rencontre inter-arabe dans la métropole après l'invasion irakienne du Koweït, se fit interrompre par un baasiste pro-irakien qui lui lança, sur un ton menaçant: «On ne dit pas Saddam, il faut dire al-Rais al-Qaid Saddam Hussein».

Des purges sanglantes

Bien des têtes ont roulé durant les 22 années que Saddam, qui n'a que 53 ans, a déjà passées au pouvoir en Irak, les 11 premières à titre de «vice-président du Conseil du commandement de la Révolution», soit officiellement le no 2 du régime. Succédant le 17 juillet 1979 au président Ahmed Hassan al-Bakr, il déclarait toutefois que le tandem avait constitué en fait «deux leaders au sein d'un seul commandement» et que cet équilibre était enfin rompu en sa faveur.

Communistes, nassériens, islamistes (plus de 50 p. cent des Irakiens sont chiïtes), les purges de Saddam n'ont guère épargné les opposants.

Khalil estime que Saddam fit éliminer en 1979 au moins 500 rivaux baasistes. L'Organisation des droits de l'Homme en Irak a fourni à La Presse un bouleversant dossier

SADDAM NE CÉDERA PAS

sur des exilés décapités et amputés, et dont les têtes et les mains ont été envoyées comme preuves à Bagdad. Les chiïtes accusent le régime d'avoir massacré leur chef spirituel, l'ayatollah Bakr al-Sadr, et toute sa famille, ainsi que 50000 islamistes.

Le massacre aux gaz, en 1988, de Kurdes irakiens réfugiés dans le village iranien de Halabja est bien documenté. Après une guerre de huit ans contre l'Iran qui coûta la vie à 100000 Irakiens au moins, Saddam décidait l'automne dernier d'honorer l'Accord d'Alger sur le tracé frontalier qu'il avait déchiré en public en 1980 et de normaliser les relations avec l'Iran. Au retour de la guerre, les Irakiens massacraient des milliers d'Égyptiens qui avaient entre-temps fait fonctionner la machine économique.

Les Irakiens rencontrés par La Presse en octobre dernier, officiels ou gens ordinaires, semblaient certes manifester plus de crainte que d'affection à l'égard de leur président. Par-dessus tout, ils lui en voulaient pour cette nouvelle crise au moment même où ils essayaient de reprendre une vie normale après la guerre avec l'Iran. Ils ressentait durement cet isolement où les avait enfermés l'embargo total, mondial et obligatoire de l'ONU, alors que tout au long de la guerre avec l'Iran, ils avaient reçu un soutien universel — pétrodollars du Golfe, armes et crédits européens, main-d'œuvre égyptienne, données militaires confidentielles américaines et appui diplomatique de l'URSS.

Et pourtant, ils semblaient malgré tout fiers du petit gars d'Al-Ouja, près de Tikrit, pays de Saladin, «un rebelle contre la famille et un révolutionnaire contre le régime», selon Matar, et dont les

photos omniprésentes ornent maisons, magasins, taxis et autobus, quand ce ne sont pas des posters géants ou des statues à tous les 500 mètres à travers Bagdad et le long des autoroutes.

En 23 ans, le volontarisme saddamiste n'a pu réunir les deux «régions» baasistes (l'autre étant la Syrie de Hafez al-Assad). Mais il a su soumettre le fusil au parti (contrairement au régime militaire syrien), former une génération entière d'Irakiens et d'Irakiennes (très libérées par rapport à la région) en vue d'unifier tous les Arabes au sein d'une seule nation moderne et développée, «libre de ses choix, de ses mouvements, de ses relations, et économiquement indépendante».

Leur «arabité» reste teintée de préjugés contre d'autres Arabes, un chauvinisme auquel s'ajoute l'arrogance née du pétrodollar, mais les Irakiens admirent l'aplomb avec lequel Saddam Hussein a occupé sur la carte du Proche-Orient et du golfe Arabo-persique ces 435000 km carrés (agrandis pour l'instant des 18000 km carrés du Koweït) qui forment le centre d'un échiquier complexe et fragile. Il a su profiter de l'alliance soviétique durant la Guerre froide tout en appropriant la technologie européenne.

Saddam a déjà gagné

Surtout, ce fils de paysans au regard déterminé sur les photos inédites du livre de Matar a su, en jouant des rivalités régionales, rectifier assez bien la terrible erreur de calcul que fut son attaque de 1980 contre l'Iran. Aujourd'hui encore, au Koweït, grâce à la volonté US de recourir à la guerre contre l'Irak tout en refusant de régler la question palestinienne, Saddam semble en voie de tourner à son avantage une situation qui semblait tout à fait désespérée il y a deux mois.

«Bush refuse le linkage parce que ce serait, dit-il, récompenser l'Irak, mais il y en a qui pensent que Saddam a déjà gagné car il a contraint les États-Unis à voter en

faveur de trois résolutions anti-Israéliennes au Conseil de sécurité», a déclaré Stephen Lewis, l'ancien ambassadeur du Canada à l'ONU. Bien des Irakiens sont très probablement de cet avis.

A trois jours de l'échéance arrachée à l'ONU par Washington pour menacer l'Irak d'une destruction totale, la question ne se pose plus en terme de refus ou d'acceptation de l'invasion du Koweït. Bagdad liant désormais son retrait à celui d'Israël. Elle se pose en terme de «linkage» ou de guerre.

Rappelons que deux années après l'adoption de la résolution 435 de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie, et alors que les entretiens étaient en cours pour son application, le président-élu américain Ronald Reagan imposa un «linkage» avec le retrait cubain d'Angola, ce qui prolongea la guerre de huit ans et nécessita de nouvelles négociations.

Bush devra attaquer

Les Irakiens — et les autres Arabes, les Palestiniens en tête — qui regardent la tournure de la crise, même ceux qui espéraient voir l'embargo paralyser l'économie et mettre Saddam à genoux, ne peuvent que constater la baraka du président. Pour ne pas perdre la face, Bush devra donc attaquer. Auquel cas Saddam assure qu'il attaquera Israël — qui n'a pas oublié la prise de Jérusalem par Nabuchodonosor II au 6^e siècle av. J.-C. : il détruisit le temple de Solomon et emmena les Juifs comme esclaves à Babylone.

Les Irakiens eux, attaques sur leur sol, se défendent avec un acharnement lié davantage au patriotisme qu'à leur attachement au régime. Mais celui-ci en sortira grand vainqueur tout: la gloire de Samson, c'est bien de faire crouler le temple sur sa tête.

Pour Bush, le recours à la guerre serait un aveu d'échec — échec de n'avoir pu utiliser la menace de guerre comme dissuasion. Au-delà, la guerre déstabiliserait le Proche-Orient et le Golfe plus que jamais. Les Irakiens, qui sont une mosaïque d'ethnies, de confessions et de groupes linguistiques, seraient alors difficiles à rassembler — et les Turcs, les Kurdes, les Iraniens et les Saoudiens voudraient à coup sûr profiter du désordre.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Entre le statu quo et l'indépendance

Quebecois, nous sommes un peuple à la fois exalté et tempéré, passionné et raisonnable. Car — et c'est l'explication du paradoxe — nous sommes à la fois Européens et Américains. Nous maintenons une pondération dans les élus que nous déléguons à Ottawa et à Québec d'une élection à l'autre. Bref, sans trop nous vanter, nous pouvons dire de nous que nous formons un peuple équilibré et que là est notre force.



Malgré les soubresauts de l'histoire, malgré les pointes d'exaspération, malgré les sautes d'humeur collectives, nous gardons le plus souvent un jugement serein face aux choix politiques fondamentaux à faire. Bien qu'émotifs, nous ne sommes pas moins lucides.

Nous sommes un peuple qui, en raison de son nombre limité et de son encerclement géographique par 250 millions d'anglophones, a aussi besoin de sécurité.

La tentation de devenir un peuple totalement indépendant ou souverain est grande, surtout après les humiliants échecs de 1981 et de 1990, après l'exclusion du Québec de la Constitution et après le refus de reconnaître les demandes minimales du Québec inscrites dans l'entente du lac Meech.

Au plan politique, et les sondages depuis six mois ne se démentent pas, une majorité de Québécois est favorable actuellement à une forme ou l'autre de souveraineté.

En contrepartie, aux plans économique et international, sans doute influencés par l'actuelle récession et par la menace d'une guerre dans le golfe Persique — et en se souvenant de la récente crise autochtone et de l'utilité de l'armée —, beaucoup de Québécois veulent maintenir le cordon ombilical avec le Canada.

Avec imagination, avec l'esprit de créativité qui nous caractérise, avec lucidité, il y a certainement moyen d'en arriver à une plus grande autonomie, à une plus grande souveraineté politique pour le Québec sans briser le lien fédéral essentiel dans les domaines tels que la monnaie, l'armée, les douanes, le commerce international, les postes, le transport ferroviaire, maritime et aérien.

Certes faudra-t-il beaucoup plus de pouvoirs entre les mains exclusives de l'État québécois — plus que ce que prévoyait l'accord du lac Meech. Immigration, éducation, formation professionnelle, santé, culture et communications doivent, entre autres, relever de la compétence exclusive du Québec.

Autrement dit, entre le statu quo et l'indépendance pure et dure, il y a place pour des formules intelligentes et acceptables — acceptables aux Québécois d'abord mais aussi aux Anglo-Canadiens désireux de maintenir l'intégrité du pays.

Dans cette perspective, la proposition faite hier par le politologue Léon Dion dans *La Presse* en faveur d'un régime confédéral — «une union d'États qui conservent un niveau plus ou moins élevé de souveraineté» — constitue une avenue intéressante qu'il importe d'examiner de près. Certaines recommandations formulées à la Commission Bélanger-Campeau et à la Commission Spicer doivent aussi être retenues.

Confédération, régime confédéral, superstructure, Canada des régions, souveraineté-association, peu importe le terme. L'essentiel, c'est de reconnaître le Québec comme société distincte, comme peuple, comme nation, de lui attribuer les pouvoirs en conséquence et de trouver une formule suffisamment souple pour garder en même temps le Canada intact, en profitant des richesses de chacune de ses régions et de la force de son entité géographique, économique, politique.

Quand on peut choisir le meilleur de deux mondes, pourquoi se contenter d'un seul?

Claude MASSON

De trop étranges coïncidences

Si le hasard existait, on serait forcé de reconnaître qu'il fait admirablement bien les choses. À preuve, cette remarquable coïncidence entre la recrudescence de la violence, cette semaine à Kahnawake, et l'arrivée, demain, de parlementaires européens venant enquêter sur le sort des autochtones au Québec.



Ce providentiel concours de circonstances n'étonnera cependant que ceux qui refusent encore de reconnaître l'immense talent des Mohawks dans l'art de manipuler l'opinion publique. Il laissera songeurs, par contre, ceux qui ont observé, l'été dernier, la naïveté des représentants de la Ligue internationale des droits et libertés qui ont semblé ne rechercher sur place que la confirmation de leurs pires appréhensions. Et le bien fondé des plus absurdes elucubrations véhiculées à l'étranger selon lesquelles le Québec serait tout disposé à s'engager sur la voie d'un authentique génocide de sa population amérindienne.

Il faut espérer un peu plus de sérieux de la part des membres du Parlement européen. Et souhaiter qu'ils fassent preuve de plus de discernement que leurs collègues qui, dans le passé, ont porté un dur coup à l'industrie canadienne de la fourrure en endossant sans condition les arguments essentiellement émotifs de Brigitte Bardot contre la chasse aux bêtes phoques.

Le Canada et le Québec ont raison de se soucier de leur image dans l'opinion publique internationale au chapitre de leur comportement face aux autochtones. Et il faut se réjouir de cette mission qui permettra peut-être aux visiteurs de faire la part des choses entre une réalité fort complexe et le mythe trop simpliste du bon «Sauvage» et du vilain Blanc.

L'expérience pourra être bénéfique pour tout le monde dans la mesure où chacun, autant les Européens que les Mohawks et les gouvernements locaux, acceptera d'expliquer et de comprendre toutes les implications d'un problème compliqué qui ne comporte pas de solution facile. Et à condition que tout le monde se méfie des trop étranges coïncidences...

Pierre GRAVEL



DROITS RESERVES

Sombre bilan

Bien sombre tableau que le dernier rapport du ministère de la Sécurité publique: au Québec, en 1989, les crimes avec violence ont augmenté de 6,52 p. cent par rapport à l'année précédente. On vole, on saccage, on fraude, on se prostitue, on viole, on enfreint les lois, on frappe et on tue.



Dans ce rapport, une litane de chiffres nuance cependant de façon marquante le débat de la guerre de statistiques suscitée par le *Manifeste d'un salaud* de Roch Côté. Officiellement, les crimes liés à la violence conjugale sont enfin quantifiés.

En 1989, les abus «violents» entre conjoints ont augmenté de près de 16 p. cent, par rapport à 1988, l'année où l'on a cessé de les comptabiliser avec les homicides et les voies de fait. Une question: plus on en parle, plus on la dénonce. Alors ces chiffres décrivent-ils la progression de la violence conjugale ou plutôt la tendance des femmes qui en sont victimes à la dénoncer.

Toujours dans cette description du portrait «criminel» de la société, il y a brisure grave dans le miroir de l'avenir: les moins de 18 ans comptent maintenant pour 21 p. cent des personnes impliquées dans des infractions au Code criminel.

Toutes les directions de police sont unanimement d'accord pour mettre l'accent sur la prévention et réinventer le mode d'intervention auprès des jeunes particulièrement, et former des policiers à l'image des réalités actuelles où le multiculturalisme occupe une large part dans les préoccupations de l'heure. Mais une problématique demeure, celle de la mouvance qui s'imisce actuellement dans toutes les sociétés.

A ne jamais oublier que nous en sommes aux premiers balbutiements d'une ère nouvelle où la vie quotidienne et ses besoins se redefinissent constamment sous la houlette, non plus de l'Eglise et de ses commandements, mais d'une «démocratie» humaine, différente et à redécouvrir. Ainsi, le crime n'est plus l'apanage masculin; depuis 30 ans, le nombre de femmes inculpées d'actes criminels a quadruplé.

Avec amertume également, on voit s'ajouter les décès d'enfants survenus dans des circonstances violentes, obscures, de même que les suicides des jeunes. Pas moins de 216 sont ainsi disparus l'an dernier. Un bien triste bilan.

Face à cette image peu reluisante d'un problème social qui s'amplifie, des questions se posent. Malgré toute la bonne volonté démontrée par les responsables, y aurait-il négligence ou impuissance quelque part?

Ou plutôt le manque de ressources maintes fois décrié tomberait-il dans l'oreille de sourds. Qui doit porter le blâme? Un petit morceau de chacun d'entre nous.

Claudette TOUGAS

Quand le Judiciaire baillonne la presse au nom des privilèges de l'Exécutif

MARCEL ADAM

■ Je ne fais pas se le cacher, nous sommes en face d'un cas patent de baillonnement de la presse et de censure de l'information.



De quoi s'agit-il?

Hydro-Québec a signé avec treize firmes du Québec des contrats de livraison d'électricité qui ont été adoptés par décret du Conseil exécutif avec promesse de non-divulgaration, sous prétexte qu'ils contiennent des renseignements industriels secrets.

Le Grand conseil des Cris, qui conteste le projet hydroélectrique de Grande-Baleine, juge nécessaire de connaître le contenu de ces contrats en raison du fait qu'ils constituent des pièces importantes dans le dossier de développement hydroélectrique du Québec. Aussi a-t-il soumis une requête en ce sens à la Commission d'accès à l'information qui l'a accueillie.

Mais cette semaine les avocats des 13 compagnies sont intervenus devant la Cour supérieure pour soutenir que cette affaire relève du Conseil exécutif et ne concerne pas cette Commission.

Or ayant appris qu'un journaliste de Radio-Canada avait en sa possession copie d'un contrat liant l'une des 13 firmes avec Hydro-Québec, les procureurs de celles-ci ont saisi l'occasion pour demander et obtenir du juge Albert Forget une ordonnance de non-divulgaration valable jusqu'au 18 janvier.

Cette injonction impose le baillon à Radio-Canada et à toute autre personne possédant copie du document; et elle interdit à toute autre personne ayant pris connaissance de cette ordonnance de communiquer publiquement ou autrement, une partie ou la totalité de l'un ou l'autre de ces contrats.

Le Conseil de presse et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec n'ont pas été lents à réagir devant ce précédent qu'ils jugent grave et dangereux pour l'avenir.

Le président du Conseil de presse Marc Thibault remarque que c'est la première fois que des sociétés privées imposent par injonction le baillon à toute la presse, et il s'inquiète que le gouvernement agisse de manière à mettre la Justice au service d'intérêts privés.

Pour sa part le président de la FPIQ André Noël remarque que cette injonction équivaut à accorder le statut de secret militaire à des informations d'intérêt public.

Il y a de quoi être troublé en effet.

Dans une démocratie libérale comme la nôtre, l'État ne peut baillonner les organes d'information sans porter directement atteinte à la sacro-sainte liberté de la presse qui en est la condition essentielle (et sans laquelle le droit du public à l'information est un concept vide de sens).

Je comprendrais que la cour rappelle à l'ordre une partie contractante ne respectant pas son engagement de garder secrets les clauses du contrat. Mais ce n'est pas le cas.

Je comprendrais également que la presse soit baillonnée si

la divulgation d'une information pouvait menacer la sécurité de l'État, ou encore empêcher un justiciable d'avoir un procès juste et équitable.

Mais il s'agit d'informations d'un intérêt évident pour le public. Ces contrats de livraison d'électricité à tarifs préférentiels (qui sont des subventions camouflées) s'inscrivent dans une politique de développement industriel. Mais ils ont une incidence directe sur les projets de développement hydroélectriques dont l'impact environnemental doit faire l'objet d'études en commission parlementaire.

Comment les citoyens pourraient-ils juger ces politiques si les médias sont empêchés de leur fournir les informations importantes qu'ils parviennent à obtenir?

Je ne dis pas que le magistrat n'avait pas de bonnes raisons légales de prendre la décision qu'il a prise. Je dis qu'en démocratie ça prend des raisons exceptionnelles graves pour baillonner la presse.

Je dis également qu'en l'occurrence il ne saute pas aux yeux que la censure de l'information sert mieux l'intérêt public et la valeurs démocratiques que la liberté de la presse.

J'ajoute enfin qu'il y a lieu de s'inquiéter s'il suffit que le pouvoir exécutif décrète qu'une information est confidentielle pour que le pouvoir judiciaire rende intouchable en baillonnant la presse.

Je sais bien que l'ordonnance s'applique seulement jusqu'au 18 de ce mois. Mais elle peut devenir permanente. De toute façon, ce qui est inquiétant c'est le fait qu'il soit possible de faire sanctionner par une cour la mise

sous le boisseau d'informations d'un très grand intérêt public parce que c'est le vœu du gouvernement.

Le président du Conseil de presse a invité les autres médias à épauler Radio-Canada, qui est expressément visée par l'injonction.

Mais l'épauler en quoi? Que je sache, elle n'a pas fait connaître son sentiment sur cette affaire, sauf pour dire qu'elle consultait ses avocats pour savoir si elle contesterait ou non l'injonction. M. Thibault veut-il qu'ils suivent cet exemple et s'en remettent à leurs conseillers juridiques?

Si le premier souci d'un organe de presse c'est de se conformer à la loi, fut-elle mauvaise et contraire à l'intérêt public, il est normal de s'en remettre aux avocats. Si c'est plutôt celui d'être fidèle à la conception qu'il se fait de sa mission de serviteur de l'intérêt public, c'est aux dirigeants de l'information de décider de ce qu'il convient de faire.

Mais que peuvent-ils faire?

Après avoir accusé le gouvernement de desservir l'intérêt public en mettant la Justice au service d'intérêts privés, le président du Conseil de presse ajoute que ce faisant il expose les médias vigilants à la menace d'outrage au tribunal et, à la limite, à l'emprisonnement.

Comme si il n'existait pas des cas où c'est la seule issue honorable.

J'aurais aimé qu'il dise aux médias qu'en certaines circonstances accepter de se laisser baillonner c'est renier sa mission de service au public.

Opinions

Orthographe: la guerre des deux nénuf(ph)ars

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Le basic english comme langue de la science et des affaires, le rock, le jeans et les fast-food, comme bases de la culture populaire, tel semble devoir être le nouvel ordre culturel mondial... au moment où l'Amérique redevient la première puissance militaire.



Pour faire contre-poids à cette Amérique, l'Europe s'unit mais elle semble condamnée à la faire en anglais. Quand un Allemand et un Espagnol se rencontrent, quelle langue parlent-ils spontanément? La langue seconde la plus enseignée en Europe: l'anglais. Devenir Romain pour mieux résister à l'influence de Rome! Étonnante stratégie!

La France ne résiste pas mieux à cette vague que les autres pays d'Europe. Moins bien peut-être. Le français a été la langue dominante au XVIII^e siècle. L'anglais a aujourd'hui cet honneur. Soyons bons joueurs à notre tour, semblent penser les Français qui nous trouvent bien frileux, nous Québécois, quand nous préférons notre fin de semaine à leur week-end.

«On peut se demander si mes amis Jean Dausset et Jean-Marie Lehn auraient obtenu le prix Nobel si les résultats les plus brillants de leurs travaux avaient été publiés en français.» C'est le biologiste Jacques Ruffié qui tient ce langage. Une physicienne de Lyon me racontait récemment qu'il lui arrive de participer à des réunions où l'on parle anglais entre Français. Dans les universités, on découvre des mastères.

La publicité unilingue anglaise ne se heurte à aucun obstacle en France, même si elle est illégale. Dans les cinémas, une bonne partie des previews est en anglais, le quart peut-être. En banlieue de Paris, certaines pizzerias qui font la livraison à domicile ont des menus unilingues anglais. Une nouvelle

qu'il faut interpréter à la lumière du contexte évoqué précédemment. Ajoutons à ce contexte le fait que le parlement algérien vient de prendre la décision d'éliminer progressivement le français du territoire national.

La langue française se folklorise et la France en assure très mal la défense et l'illustration. C'est peut-être ce que les Français commencent à comprendre. C'était en tout cas le principal message de Philippe de Saint-Robert, lors de la conférence de presse qu'il donnait lundi dernier à Paris, en tant que président de l'ASLAF (Association pour la Sauvegarde de la Langue Française).

Philippe de Saint-Robert a été le premier Con:missaire Général de la langue française. Il connaît bien le Québec. Depuis la loi 101, il ne cesse de proposer la vigilance des Québécois en exemple à ses compatriotes. C'est lui qui a lancé en France le mouvement de contestation, au moyen d'un Mémoire d'une cinquantaine de pages paru en octobre et contenant la plupart des arguments qui, depuis, ont été utilisés contre le projet.

Le premier ministre Michel Rocard est lui-même président du Conseil supérieur de la langue française. La composition de cet organisme, a rappelé Philippe de Saint-Robert, n'aurait pas le départ aucune garantie démocratique puisqu'il a été composé en vue de ce qu'on souhaitait qu'il décide. Aucun Africain ni aucun Suisse n'en faisaient partie. Quant au Québec et à la Belgique, ils étaient représentés chacun par un linguiste qui, de toute évidence ne pesait pas très lourd.

Les Québécois séjournant en France pendant ce débat auront eu la triste impression que le sort du français se jouait sans que personne là-bas ne s'avise que cette langue est parlée par 150 millions de personnes en dehors du pays de Louis XIV. Pour ma part j'ai attendu sans y croire un message de protestation de l'un ou l'autre de nos nombreux gouvernements. J'espérais que monsieur Bourassa, monsieur Mulroney donnent clairement à entendre à leur homolo-

gue français Michel Rocard que jamais nous ne nous sentirions tenus d'appliquer une réforme que nous n'aurions pas approuvée.

Sans compter que bien des éditeurs de grammaire et dictionnaires étaient déjà dans le starting block, (mot que l'on trouve dans Le Monde de l'Éducation). C'est le côté marécageux de la guerre des nénufars. Marécage pour marécage, le Québec et le Canada devraient interdire la vente de tout nouveau dictionnaire et de tout nouveau manuel édité en France à la suite d'une réforme décrétée unilatéralement.

Ce n'est évidemment pas d'une telle guerre que la francophonie a besoin mais d'efforts concertés dans tous les domaines culturels, à commencer par la terminologie et les revues scientifiques.

Philippe de Saint-Robert reproche aussi aux réformateurs d'avoir enclenché un processus dont «le fondement est plus idéologique qu'en phase avec les besoins linguistiques ressentis par les locuteurs du français».

Quelle est cette idéologie? Un projet de réforme de l'enseignement secondaire est aussi à l'étude en France. On voudrait que 80% des jeunes Français accèdent à l'équivalent de notre DEC. On trouve le système actuel trop élitiste. Pour l'adapter aux objectifs de démocratisation, on mijote une réforme apparentée à celle dont nous faisons l'expérience depuis 25 ans. N'est-il pas logique dans ces conditions de recourir à une réforme radicale pour faciliter l'apprentissage du français?

On aurait rendu cet apprentissage encore plus difficile, rétorquent les adversaires de la réforme.

N'oublions pas l'essentiel. Les langues sont des créations de la vie. Ce sont d'imprévisibles arbres où nichent d'irrationnels oiseaux. En tant que telles, elles sont objets de scandale pour cette raison conquérante qui aspire à réduire toute lumière à la clarté morte et fonctionnelle des chiffres. Dans cette perspective, l'idéal c'est cette novlangue dont il est question dans 1984 de George Orwell et dont le basic english se rapproche.

chaine de super-marché s'appelle Big Bidule. La compagnie italienne Benetton, qui vend des vêtements, place dans les rues de Paris des panneaux-réclames dont le message est le suivant: united colors of Benetton. A Montréal, le même message de la même compagnie est traduit en français: toutes couleurs réunies.

Dans les médias électroniques, la musique anglo-saxonne occupe un espace tel que, par réaction, on organise chaque année une semaine de la chanson française. Quand on entend de la musique dans les restaurants, chose de plus en plus fréquente, il y a de fortes chances que les paroles soient anglaises. N'écoutez pas les opéras de Mozart dans la version originale allemande?

Dans les lycées, dans les filières scientifique et technique surtout, la connaissance de la langue française est en chute libre: «il faux que le lycée soit tout refait».

L'économiste Alain Minc se demande s'il convient de demeurer attaché aux langues nationales.

Tel est le contexte dans lequel se poursuit en France la guerre des deux nénufars, provoquée par le projet de réforme de l'orthographe. Dont l'échec, rassurons-nous, semble assuré. Les gratte-ciel ne deviendront ni des gratte-ciel... ni des gratte-cieux, puisqu'aujourd'hui comme hier il n'y a qu'un ciel; et on continuera d'utiliser des essuie-mains et des tire-fesses plutôt que des essuie-main et des tire-fesse, comme si on n'avait qu'une main et qu'une fesse.

Quatre-vingt-dix-sept pour cent des lecteurs du journal populaire France-Soir se sont prononcés contre ces changements, en même temps que de nombreux prix Nobel et que les membres les plus prestigieux de l'Académie française.

Dès qu'on a su que le principal responsable du projet était le linguiste Bernard Quemada, on s'est empressé de claironner qu'on tenait enfin le Torquemada de la langue française.

Cet intérêt des Français pour leur langue est un signe des temps

des alternatives diplomatiques existent toujours, et face à un adversaire beaucoup plus faible, risque d'être perçue comme «l'un des actes les plus barbares de l'histoire moderne». C'est un amiral, William Crowe, qui le faisait remarquer devant le Sénat américain récemment.

Comment alors expliquer cette obstination belliqueuse de la part des États-Unis? Par le «nouvel ordre mondial» que rêve d'instaurer George Bush.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce nouvel ordre mondial n'est pas l'envers de la Guerre froide. La paix et l'harmonie, en d'autres mots, ne sont pas ici les objectifs recherchés. Ce qui est recherché, c'est bel et bien la suprématie d'une superpuissance, en l'occurrence celle des États-Unis (il n'y a plus qu'eux, d'ailleurs, pour réclamer ce privilège).

Cette nouvelle mission américaine a été ébauchée pour la première fois en 1988, dans un rapport du Pentagone intitulé «Discriminate Deterrence» (Dissuasion sélective) «Au cours des prochaines années, beaucoup de petites puissances disposeront d'arsenaux d'envergure», dit le rapport. Par conséquent, «nous devons diversifier et renforcer notre capacité à disposer en temps voulu de forces adéquates là où le besoin se fera sentir de vaincre une agression».

Et c'est très exactement ce que M. Bush s'efforce à faire (admirons sa cohérence) face au «régime» irakien, à l'heure actuelle. Loin d'être un malheureux hasard, donc, la guerre du Golfe est bien davantage le «banc d'essai des guerres de demain» et l'événement déclencheur de ce nouvel ordre mondial.

La guerre est-elle donc pour demain? Si le leadership des négociations actuellement en cours demeure dans les mains des États-Unis, sans doute que oui. Si ce leadership par miracle leur échappe, peut-être pas.

Mais si nous réussissons à éloigner le spectre de la guerre dans les jours qui suivent, n'est-ce pas, après tout, que partie remise? Avec ce nouvel ordre mondial qui se dessine à l'horizon, les missiles et les canons ne sont sans doute pas près de se taire.

Lysiane Gagnon



Une société inquiète

Le Québec que retrouve le premier ministre Bourassa, à son retour de convalescence, est une société inquiète et de mauvaise humeur, bien plus préoccupée par la TPS, la récession et la poudrière du golfe Persique que par la constitution.

Comme, toutefois, la constitution reste le souci premier de la classe politico-médiatique québécoise. M. Bourassa sera forcé de commenter les grandes options qui s'offrent au Québec après l'échec de l'accord du lac Meech. Sur le plan fiscal, le gouvernement Bourassa peut toujours se cacher derrière le fédéral (on peste contre la TPS en oubliant le retour de la taxe provinciale sur le meuble et le vêtement), mais sur le plan constitutionnel, M. Bourassa devra tout de suite replonger dans le bain.

Il y replongera, certes, mais ce plongeon ressemblera davantage à un saut oblique, tout en douceur et en équivoque, qu'à une plongée résolue.

À moins que sa maladie ne l'ait complètement transformé, M. Bourassa recommencera à envoyer des signaux contradictoires et à retarder les échéances. Il dira qu'il doit attendre le rapport du comité interne du PLQ, prévu pour février; puis le congrès spécial du parti, début mars; après cela, il aura d'autres raisons de continuer à tergiverser, puisque le rapport de la Commission Bélanger-Campeau n'est attendu qu'à la fin mars... juste avant le congé de Pâques: autre beau prétexte pour reporter au lendemain la prise de position ferme et claire qu'une société attend normalement de son premier dirigeant.

* * *

La multiplication des délais joue probablement en faveur de l'option fédéraliste. Plus le temps passe, plus le souvenir de l'humiliation de juin dernier s'estompe, et plus l'électorat se trouve accablé par d'autres problèmes. Les effets de la récession — sans parler des conséquences possibles de la guerre du Golfe — vont probablement pousser l'électorat à miser sur la prudence.

Ce n'est pas sans raison que le Parti Québécois insiste tellement sur l'urgence d'un référendum. Le vieil adage «il vaut mieux battre le fer quand il est chaud» trouve ici, en effet, sa justification parfaite.

Mais n'est-il pas ironique d'entendre le PQ réclamer à cors et à cris le référendum qu'il refuserait d'organiser s'il se trouvait au pouvoir? Le PQ considère qu'une simple résolution de l'Assemblée nationale constituerait un mandat suffisant pour lui permettre d'enclencher les négociations en vue de la souveraineté, et la population serait par la suite consultée non pas sur l'opportunité d'engager ces négociations, non pas sur le principe de l'indépendance, mais sur la constitution d'un État souverain. Cette grave entorse à la démocratie ne semble pas devoir être corrigée lors du prochain congrès du parti à Québec.

* * *

Le PQ préfère manifestement que si un gouvernement doit perdre un référendum, ce ne soit pas le sien. Quelle que soit la température que laisse entrevoir les sondages, en effet, un référendum constitue une entreprise risquée, à moins que la question ne soit très molle et lénifiante — auquel cas le mandat qui en émerge risque d'être sans valeur.

Un autre référendum sur le modèle de celui de 1980, portant sur l'octroi d'un «mandat pour négocier» quelque chose d'aussi ambigu que la «souveraineté-association» ferait du Québec la risée du Canada. Il serait encore plus humiliant que dix ans après l'échec d'un référendum sur la souveraineté-association et après la faillite du lac Meech, un nouveau référendum porte sur quelque nouvelle concoction encore plus timide et velleitaire, style «fédéralisme renouvelé».

Comme Pierre Bourgault l'a fort justement signalé, la seule question claire et honorable, la seule susceptible de fournir au Québec une bonne position de négociation, serait celle-ci: «Voulez-vous que le Québec devienne un pays souverain?». Point à la ligne.

À cette question, on peut en greffer une autre: «Voulez-vous que le Québec souverain soit, dans la mesure du possible, associé économiquement avec le Canada?», ce qui laisse bien entendre qu'en cas d'échec d'une négociation avec le Canada, le Québec ferait son chemin tout seul.

Mais encore faut-il, avant de lancer cette question dans la population, être sûr d'avoir un «oui». Or, même si les sondages donnent actuellement une majorité au camp souverainiste, il y a toute la différence du monde entre un sondage qui n'engage à rien et un scrutin qui porte à conséquence. Un peu à l'instar des élections partielles, les sondages peuvent fort bien servir d'exutoires à la colère ou de dépositaires de rêves, mais quand vient le moment d'engager son avenir, l'électeur obéit à d'autres réflexes.

* * *

Il serait fort étonnant que M. Bourassa fasse un référendum sur la souveraineté. Il n'a jamais été enclin aux solutions radicales, et, contrairement à un Lévesque ou un Trudeau, il n'a rien d'un «gambler». M. Bourassa n'aime pas le risque.

Si jamais il se résolvait à soumettre au peuple un projet de réforme constitutionnelle, ce serait sans doute un projet mi-figue mi-raisin, marqué par l'ambivalence, qui se situerait dans la ligne du fédéralisme renouvelé. Mais il ne pourra pas aller le «vendre» au reste du Canada parce qu'il n'aura pas de véritable outil de négociation... sauf peut-être celui que proposait l'autre jour le professeur Léon Dion: assortir la négociation de la «menace» d'un référendum sur l'indépendance. C'est ce que M. Dion appelle «un couteau sur la gorge». Mais c'est là un petit couteau de plastic qui ne fera peur à personne.

Par ailleurs, les Québécois tiennent-ils si fort à un nouveau partage des pouvoirs? Y tiennent-ils au point d'être prêts à prendre le risque de l'indépendance pure? Le pouvoir entier sur l'immigration? C'est déjà fait. Le pouvoir sur la santé? Pourquoi? Pour que Marc-Yvan Côté puisse faire payer les Québécois pour des services que les autres Canadiens reçoivent gratuitement? Sera-t-il question d'un projet de société ou du pouvoir pour le pouvoir?

Sans doute M.M. Bourassa et Dion sont-ils sur la longueur d'ondes populaire quand ils s'acharnent à trouver une formule promettant un Québec libre dans un Canada uni. Mais c'est là, hélas, une proposition invendable à qui que ce soit en dehors des frontières du Québec parce qu'elle véhicule un rêve infantile: celui d'avoir tout, en se dérochant à l'obligation de choisir.

Tout choix entraîne une perte, un sacrifice, un risque. Mais en politique comme dans l'âge adulte, on ne peut pas éternellement, comme dit le vieux dicton, «avoir le beurre et l'argent du beurre». On aura beau faire, on ne pourra indéfiniment retarder l'heure du choix.

Il est minuit moins cinq, M. Bush

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Six heures que le secrétaire d'État américain James Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères Tariq Aziz se sont entretenus à Genève, mercredi dernier, lors des pourparlers de la

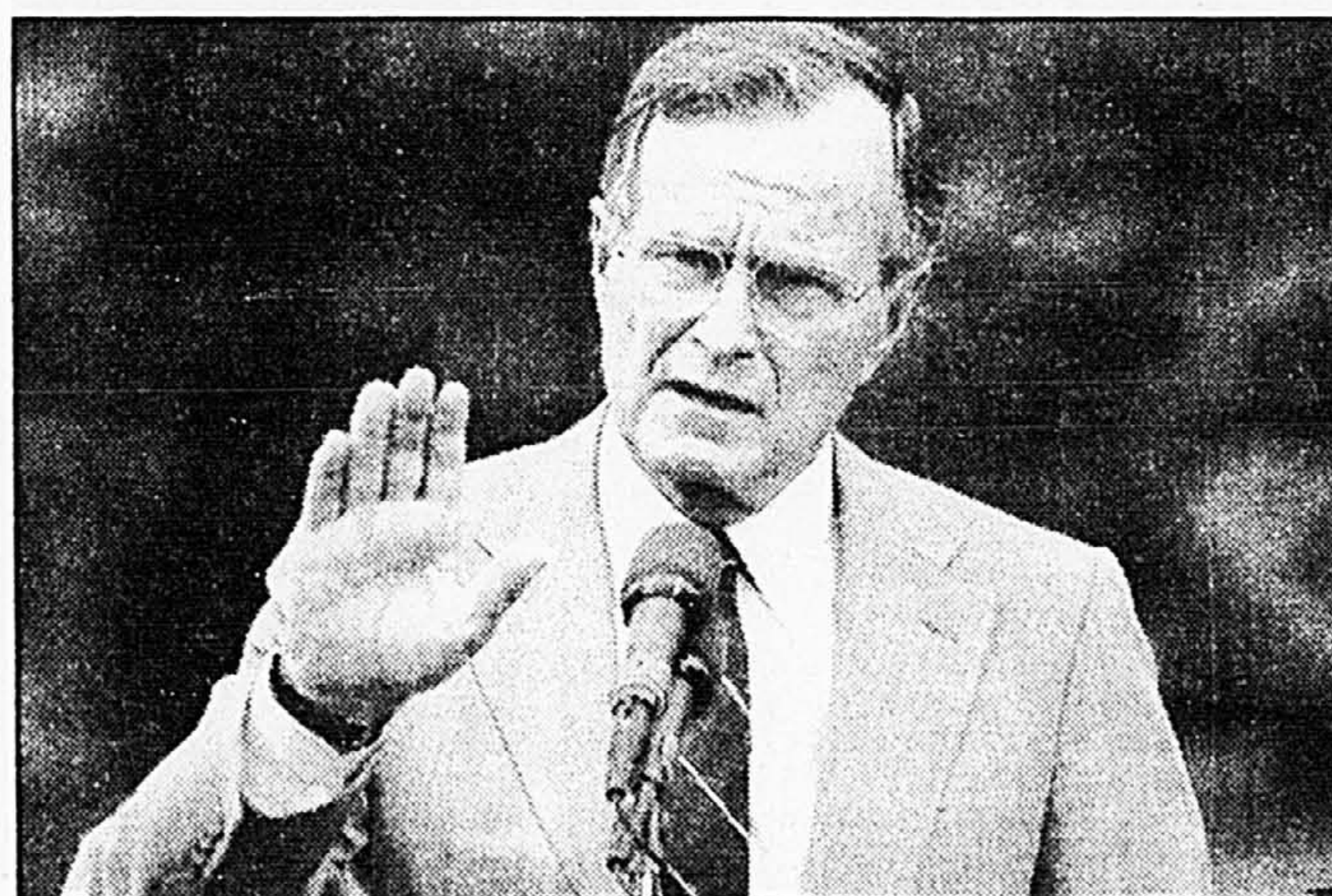
«dernière chance». Six heures à se regarder dans le blanc des yeux sans broncher. Six heures à répéter, de part et d'autre, la même litanie, sans la moindre concession, sans la moindre changement au texte. Six longues heures à jouer du poignet, donc, avec les piètres résultats qu'on connaît.

Comme dit l'ex-ambassadeur de la Ligue arabe aux Nations Unies, Clovis Makoud: «Nous avons la belligérance d'un côté (USA) et l'intransigence de l'autre (Irak). Ce qu'il nous manque, c'est l'intelligence».

C'est pourtant pas sorcier. Il s'agirait de relier, comme le propose le France depuis peu, le retrait irakien du Koweït à un règlement global de la situation au Moyen-Orient pour que le tour soit joué. Il s'agirait, pour éviter la guerre, de faire des deux ultimatum sur la table — le retrait du Koweït sur lequel insistent les Américains et l'instauration de la «paix et stabilité» régionale que réclament les Irakiens — une seule et même proposition. Et pourquoi pas?

Parce que la proposition est de Saddam Hussein lui-même? Parce qu'il ne faudrait surtout pas «récompenser l'agression irakienne», comme ne cesse de répéter George Bush? Foutaise. Sous des apparences de vertu, cet argument cache une belligérance accrue (et un machisme indéfectible). Il cache un désir, non pas de règlement équitable, mais de punition et d'humiliation de l'adversaire.

Nous avons le choix. Nous pouvons nous évertuer à baisser les culottes de Saddam Hussein en public, et porter flanc à une confrontation sans lendemain. Ou nous pouvons tenter la voie de la rai-



son, c'est-à-dire un règlement global de la situation au Moyen-Orient.

Cette proposition, faite par Saddam Hussein 10 jours après l'invasion du Koweït, n'est pas mauvaise. Au contraire. En cinq mois de conflit, c'est la chose la plus sensée à avoir été dite.

La proposition est excellente, d'abord, parce qu'elle nous oblige à nous pencher sur une crise que nous boudons depuis 40 ans: la question palestinienne. Comme dit un conseiller de Yasser Arafat interviewé à la radio cette semaine: «Pour ce qui est de la Palestine, c'est comme si le droit international, les résolutions des Nations unies et les droits humains n'existaient pas».

La proposition est excellente, ensuite, parce que bien que distinctes à maints égards, la question du Koweït et celle de la Palestine sont issues de la même problématique: celle des découpages territoriaux, décidés à Londres ou à Paris au début du siècle, et pour lesquels l'ensemble du Moyen-Orient n'a pas fini de payer. Le Koweït, par exemple, a été artificiellement créé par les Anglais en 1923, pour justement empêcher l'Irak d'avoir un débouché sur la mer. Alors que la Palestine, elle, a été artificiellement mise en suspens, d'abord par la création (par les Anglais, toujours) de la Transjordanie, en 1920, ensuite par la création de l'État d'Israël (par une

résolution des Nations Unies), en 1948.

Enfin, la proposition mérite d'être reprise parce qu'elle implique aussi une meilleure répartition des richesses (qui est au cœur des problèmes moyen-orientaux), un contrôle accru des armements, ainsi que la pacification du Liban et la sécurité d'Israël.

Bref, une telle proposition, toute issue du «boucher de Bagdad» qu'elle soit, a le mérite de renvoyer, selon l'expression du Monde diplomatique, «la communauté internationale à ses propres exigences et ses propres principes» en l'obligeant de tenir compte de toutes les crises du Moyen-Orient.

Mais les États-Unis refusent obstinément de lier la question palestinienne, ou autres, au retrait du Koweït. Ils savent, pourtant, que le statu quo régional est intenable. Ils savent que la situation palestinienne ne peut plus durer. (D'ailleurs, l'administration américaine s'est sensiblement rapprochée du point de vue palestinien depuis deux ans). Ils ont pu constater aussi, par l'intermédiaire d'Israël, les conséquences néfastes de la ligne dure. (Israël a initié plusieurs attaques sur ses voisins depuis 25 ans). La victoire militaire, certes, est assurée. Mais s'ensuivent des années de cauchemars et d'instabilité.

Ils savent également que l'utilisation de la force, à un moment où

ISRAËL

L'État juif
au coeur de l'actionVICTOR CYGIELMAN
collaboration spéciale
JERUSALEM

« Israël saluera toute solution pacifique de la Crise du golfe, dans la mesure où cette solution ne menacera pas la paix d'Israël », affirme le premier ministre Shamir.

L'échec de la rencontre Baker-Aziz, à Genève, a été accueilli à Jérusalem avec des sentiments mêlés. D'une part, les dirigeants d'Israël ont respiré d'aise après avoir pu constater que les USA sont restés fermes et ont refusé tout « linkage », tout lien entre la Crise du golfe et la question palestinienne.

Le président Bush n'a pas écouté les sirènes — européennes, avant tout françaises, mais aussi arabes — qui lui soufflaient d'accepter le marché proposé par Saddam: une conférence de paix internationale, appelée à régler tous les différends de la région, y compris le conflit du golfe et la question palestinienne. Bush a refusé de payer un éventuel retrait irakien du Koweït par des concessions territoriales israéliennes, jusqu'ici du moins.

Satisfaction donc, à Jérusalem, quoiqu'assombrie par la brusque escalade de tension dans la région. A moins d'un développement inattendu, le compte à rebours vers la guerre a commencé. On sait que le président irakien a menacé d'envoyer des missiles chimiques sur Tel-Aviv dans les minutes qui suivront le déclenchement d'une offensive américaine. « Personne, à ce jour, n'est capable d'intercepter un missile en vol », admet le ministre israélien de la Défense, « mais les dégâts seront limités. »

Le roi Hussein de Jordanie, quant à lui, craint qu'une riposte israélienne au lancement de missiles irakiens sur Tel-Aviv ou ailleurs en Israël passe à travers le territoire jordanien ou dans l'espace aérien de son pays. Il crie donc « au loup! » et appelle l'Irak, la Syrie et même l'Égypte au secours contre « l'agression israélienne », pour le moment hypothétique.

Damas a tout de suite promis son aide à Amman, mais le ministre syrien de l'Information a précisé: « La Syrie résistera à tout effort irakien de transfor-



fournitures militaires passées) et seraient privés d'un bon client à l'avenir. Selon une enquête menée par « Der Spiegel », au moins 50 firmes ouest-allemandes continuent à travailler, encore aujourd'hui, pour l'Irak de Saddam.

Catastrophe en Palestine

Et les Palestiniens dans tout cela? Les dernières déclarations de Yasser Arafat, annonçant qu'en cas de guerre, « le peuple palestinien se battra aux côtés de l'héroïque peuple irakien », invitent, en fait, les organisations de l'OLP en territoire occupé, et les Palestiniens en général, à se soulever contre Israël dès l'ouverture des hostilités entre les Américains et l'Irak.

« Cela peut créer quelques ennemis, mais nous y sommes préparés. Les dommages militaires que les Palestiniens peuvent nous infliger sont proches de zéro. Mais pour eux, ce sera une catastrophe », nous dit un officier supérieur israélien. « Qu'entendez-vous par « catastrophe »? », insistons-nous. Il refuse d'élaborer.

Pour les colons juifs en Cisjordanie occupée, qui comptent plus de dix mille hommes armés, tout est clair. « S'ils osent seulement bouger, nous aidons les soldats à évacuer les Palestiniens, en masse », nous dit un colon. « Évacuer vers où? » « Au-delà de la frontière », vient la réponse, souriante.

Rappelons que les Palestiniens des territoires occupés n'ont pas bronché pendant les deux dernières guerres israélo-arabes. Ni pendant la guerre d'octobre 1973. Ni même pendant la guerre au Liban de 1982, lorsque l'armée israélienne écrasait et chassait les unités de l'OLP retranchées au sud.

À présent, malgré la présence de nombreux portraits de Saddam Hussein dans les maisons palestiniennes, de Ramallah à Naplouse, en passant par Bethléem, les habitants semblent plutôt déprimés.

Les Palestiniens espèrent simplement que Mitterrand et le secrétaire général de l'ONU Perez de Cuellar réussiront, in extremis, à convaincre les Américains d'accepter une conférence internationale sur la question palestinienne, en échange d'un retrait irakien du Koweït.

mer le conflit dans le Golfe en affrontement arabo-israélien. Nous ne laisserons pas Saddam nous entraîner dans une guerre à un moment qui n'est pas choisi par nous. »

Cette mise au point a été notée avec intérêt à Jérusalem.

D'accord M. Busch, le premier ministre Shamir estime que Saddam doit être arrêté, maintenant, avant qu'il ne réussisse à développer l'arme atomique. Aussi les dirigeants d'Israël soutiennent-ils qu'obtenir l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes n'est pas suffisant. « Il faut que le potentiel chimique, biologique et nucléaire de l'Irak soit également éliminé », vient de déclarer le ministre israélien des Affaires étrangères. « Sinon la formidable machine de guerre irakienne continuera de menacer ses voisins arabes et Israël. »

Ajoutons qu'à Jérusalem, on considère que les efforts diplomatiques français, soutenus par l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays européens, sont « le fruit non pas d'un amour indéfectible de la paix, mais d'un amour inconsidéré du profit, simplement, cyniquement ». L'Irak, souligne-t-on, ne se relèverait pas de sitôt d'une offensive dévastatrice américaine. La France, l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays occidentaux perdraient beaucoup d'argent (la dette irakienne à ces pays pour

Une guerre qui



GILLES TOUPIN

Beaucoup l'ont clamé et beaucoup continuent de le dire, même si Washington et Bagdad semblent aveuglément s'enfermer dans la politique du pire: une guerre dans le golfe Persique créerait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

Une conflagration dans la poudrière du Proche-Orient opposerait les États-Unis et ses alliés — dont le Canada — non seulement à l'Irak de Saddam Hussein mais à une grande partie du monde arabo-musulman. Un seul obus irakien sur Israël entraînerait la participation de l'État juif au conflit et, du coup, le renversement de la fragile alliance américano-arabe. Et bien naïfs ceux qui croient que Saddam Hussein ne jouera pas cette carte.

Dans la même foulée, le terrorisme contre les ressortissants des pays engagés dans la coalition anti-Saddam sera inévitable. Terrorisme d'un nouveau genre, prédisent les experts, puisqu'il s'agira cette fois de l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques au coeur même des grands centres urbains occidentaux.

Les déclarations souvent démagogiques, véritable

catalogue du bluff, lancées par les deux camps depuis le début de la crise n'ont guère contribué à faire avancer le règlement diplomatique. Le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, a par exemple avancé le slogan d'« une victoire totale et absolue » sur l'Irak, comme si dans cette région de la planète une telle chose était possible, comme si les victoires « totales et absolues » d'Israël sur ses ennemis arabes dans le passé avaient réglé les problèmes du Moyen-Orient, comme si l'on pouvait se gargariser de « victoire totale et absolue » dans ce coin du monde sans passer par un règlement négocié de la question palestinienne.

Et jusqu'à ce jour, personne n'a voulu examiner sérieusement les lendemains d'une guerre dans le Golfe. Combien coûtera l'occupation du Proche-Orient aux Canadiens, aux Américains, aux Français qui devront assurer un retour à la normale en continuant de protéger le Koweït et l'Arabie saoudite et les Émirats...?

Et pourquoi la Maison Blanche élabore-t-elle si peu sur le choc pétrolier que provoquera une guerre où les puits d'extraction seront vraisemblablement détruits pour un certain temps et où les raffineries du Koweït, de l'Irak et, en partie, de l'Arabie saoudite seront mises hors d'usage? Il n'est pas téméraire d'annoncer que les conséquences économiques d'une guerre accéléreront l'inflation, affaibliront le dollar et aggraveront la récession dans les pays développés, notamment au Canada.



Des soldats de la 82e Division aéroportée des États-Unis à l'entraînement: la perspective d'une guerre pas comme les autres.

PHOTO REUTER

L'Amérique perdrait des alliés arabes

conflit, monarchies pétrolières et républiques pauvres et surpeuplées confondues. « C'est là le message que James Baker a communiqué à Tareq Aziz à Genève », dit Hosny, gendre du directeur du Centre d'études stratégiques de l'influent quotidien égyptien Al-Ahram.

Message peu probant toutefois, à en juger par la réaction d'Aziz lui-même, car une guerre, soit-elle « éclair et propre » ou « sale et prolongée », aura, selon Hosny, « des effets considérables qui ne feront que compliquer davantage les problèmes de la région ».

« Quoi qu'en disent les experts, une guerre serait un saut dans l'inconnu, de l'aventurisme pur et simple », affirme Mohamed Sid-Ahmed, commentateur d'Al-Ahram et du mensuel Le Monde diplomatique interrogé par La Presse.

À l'instar de Sid-Ahmed, d'autres estiment que la solidarité arabo-américaine, maillon faible de la coalition anti-irakienne, va dépendre des objectifs, voire de la nature et de la durée, d'une éventuelle guerre, l'Égypte et la Syrie ayant déjà fait savoir qu'elles ne participeraient pas à une guerre contre l'Irak.

« La question de fond, dit Hosny, c'est l'élaboration d'un Nouvel ordre de sécurité au Proche-Orient maintenant que la Guerre froide et la Guerre Irak-Iran sont finies. La crise du Koweït n'est qu'une étape vers ce but, pas une fin en soi. »

Avec pour alliés Israël et l'Égypte à l'ouest, la Turquie au nord, et les royaumes pétroliers du Conseil de coopération du Golfe au sud, l'Arabie saoudite en tête, les États-Unis veulent stabiliser la région sous leur coupe mais l'Irak y fait obstacle — en liant son éventuel retrait du Koweït à celui d'Israël des Territoires arabes occupés et en jouant sur les cordes sensibles de « la fierté arabe bafouée par l'arrogance de l'Amérique » et la trahison de régimes comme ceux du Caire et de Ryad. »

Le rôle de l'Iran

L'Iran, sans être mécontent de la pagaille dans le camp de ceux qui lui imposent une ruineuse Guerre de huit ans, s'inquiète de la situation et, cette semaine encore, l'ayatollah Khamenei, guide de la République islamique, a déclaré que « le peuple musulman ne laissera pas les États-Unis devenir le maître du Golfe ». La Corne de l'Afrique, elle, brûle toujours, avec des conséquences inévitables pour toute la région.

« L'invasion d'un pays arabe (le Koweït) par un autre pays arabe (l'Irak) n'est certes pas la recette appropriée pour libérer la Palestine, mais entraîner par exemple l'Égypte et la Syrie dans une guerre contre l'Irak n'est pas la manière idéale pour les États-Unis de renforcer la nouvelle alliance américano-arabe, surtout qu'Israël continue, avec l'aide et le soutien des mêmes États-

Unis, d'opprimer les Palestiniens », affirme l'opinion mondiale.

Surtout qu'après avoir occupé le Koweït, l'Irak pourrait aller plus loin, en réclamant l'application des résolutions de l'ONU sur le Koweït, en menaçant d'attaquer Israël en guise de riposte à l'agression américaine. Car Tareq Aziz a déclaré que « l'Irak n'attaquerait pas l'Arabie saoudite, mais George Bush refusait de fournir un engagement ».

De l'accord Sykes-Picot de 1916 à Bagdad en 1953, pour une moitié du 20^e siècle, les puissances occidentales ont imposé leur volonté aux aspirants au rôle de grand-puissance. Mais en forçant ainsi l'Irak à rejoindre les États-Unis sont en train d'entraîner Saddam Hussein en héros et de créer une occasion historique de débarrasser le Proche-Orient des étrangers.

L'Irak, maître de la guerre, et encerclé sur son propre territoire, va-t-il s'offrir comme un feu destructeur de l'Occident? Et se priver ainsi d'une riposte? Peu probable. « Dès le début de ce dont les États-Unis nous savons ce que nous a-

LE MONDE ARABE



JOONEED KHAN

L'alliance arabo-américaine tiendra-t-elle le coup en cas d'une guerre dans le Golfe arabo-persique?

« Si c'est une guerre éclair propre, oui, mais si elle devait se prolonger, l'alliance serait mise à rude épreuve, surtout du côté égyptien et syrien », a déclaré dans une entrevue téléphonique à La Presse Samir Hosny, responsable des relations inter-arabes au siège de la Ligue arabe au Caire.

La Force multinationale massée contre l'Irak sur la péninsule Arabique et dans le golfe arabo-persique comprend les 70 000 hommes de l'armée saoudienne, les 10 000 hommes de la force commune du Conseil de coopération du Golfe (CCG) groupant Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Oman et Émirats arabes unis), ainsi que les 60 000 soldats des quatre derniers pays.

Outre ces pétromonarchies liées de longue date à l'axe anglo-américain — et le Maroc, monarchie pauvre mais pro-américaine qui a 6500 hommes dans le Golfe —, l'Égypte et la Syrie, deux républiques pauvres incarnant une volonté d'indépendance arabe, y ont envoyé des troupes: la première 35 000 hommes, dont une division blindée et un bataillon de parachutistes, et la seconde 20 000 hommes et 300 blindés.

Une « guerre éclair propre », selon Hosny, ce serait « une attaque aérienne massive qui anéantirait la machine militaire irakienne au sol, excluant toute possibilité de riposte, contre Israël ou contre les champs pétrolifères du Golfe, et ne laissant à Saddam Hussein aucun autre choix que celui d'évacuer le Koweït ».

Tels sont du moins les calculs de la classe politique arabe anti-irakienne dans l'actuel

Vers la guerre ...

2 août 1990

L'armée irakienne envahit le Koweït. Stupeur dans le monde arabe, tandis que la communauté internationale condamne Bagdad. Le Conseil de sécurité de l'ONU exige le « retrait immédiat et inconditionnel » des troupes de Saddam Hussein.

6 août

Le Conseil de sécurité décrète un embargo économique contre l'Irak et le Koweït; ce boycottage sera aussi bien commercial et financier que militaire. Les États-Unis renforcent leur dispositif naval et aérien dans le golfe arabo-persique.

10 août

Brian Mulroney annonce la participation du Canada à la force de frappe multinationale. Trois navires de guerre transportant 800 soldats quitteront le pays pour arriver dans le golfe à la mi-septembre. Hussein appelle l'Islam à la guerre sainte contre les États-Unis.

12 août

Le président Hussein préconise « une solution globale » des problèmes du Proche-Orient, préalable à tout règlement de l'occupation irakienne du Koweït. Washington rejette la « manœuvre de diversion » de Bagdad.

16 août

Les autorités militaires irakiennes ordonnent à 2500 Américains et 4000 Britanniques résidant au Koweït de se rassembler dans les hôtels de la capitale. L'Irak annoncera par la suite que les « hôtes » serviront de « boucliers humains ». Au total, 11000 Occidentaux et Japonais seront retenus comme otages.

19 août

Saddam Hussein offre de libérer tous les étrangers si les Américains retirent leurs troupes du golfe et que l'embargo de l'ONU contre son pays est levé. Les États-Unis qualifient l'offre de ridicule. Bagdad commencera à libérer des otages au compte-gouttes à compter de la fin du mois.

24 août

Le roi Hussein de Jordanie entame une tournée dans les pays arabes, en Europe et aux États-Unis pour trouver une « solution arabe et internationale » au conflit. L'initiative tourne court.

25 août

Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise un renforcement des mesures destinées à imposer le blocus économique contre l'Irak.





LA GUERRE?

ne réglera rien

Toute cette crise intervient dans un contexte international fragilisé: échec de l'Uruguay round, une Organisation des Nations unies en train de redéfinir son rôle dans un «nouvel ordre mondial», des dettes extérieures lancinantes du tiers monde et, surtout, disparition d'un échiquier politique auparavant défini par les tensions entre les deux grands.

L'Union soviétique, dont les soubresauts internes sont une menace de déstabilisation aussi grande que la crise du Golfe, reste étrangement silencieuse, frappée d'une sorte de soudaine léthargie diplomatique qui soulève des interrogations alarmantes sur son rôle futur dans la coalition contre l'Irak.

Nous vivons ces jours-ci une précipitation des événements qui obstrue toute ouverture vers une solution pacifique, faisant de l'option de guerre la seule et unique option.

Et l'embargo? Pourquoi n'en parle-t-on plus? Pourquoi ne pas attendre ses effets? N'est-il pas vrai que les sanctions économiques imposées par la communauté internationale contre l'Irak sont les plus dures jamais imposées à un pays? Elles asphyxient le pays de Saddam Hussein et l'obligeront tôt ou tard à se plier à la volonté internationale. Pourquoi ne pas laisser le fruit tomber de lui-même plutôt que de détruire tout l'arbre en tentant de l'abattre à coups de canon?

Le Golfe - les forces en présence

FORCE MULTINATIONALE

TROUPES

États-Unis	Environ 430 000
Conseil de coopération du Golfe	Arabie Saoudite, Oman, Qatar, E.A.U., et Bahrein
Grande-Bretagne	150 500
Égypte	35 000
Syrie	20 000
France	19 000
Maroc	10 000
Sénégal	1 700
Niger	500
Tchécoslovaquie	480
Honduras	200
Argentine	150
Iran	100

AVIONS DE COMBAT

États-Unis	800
Conseil de coopération du Golfe	Arabie Saoudite, Oman, Qatar, E.A.U., et Bahrein
Grande Bretagne	330
France	Environ 50
Italie	Environ 36
Canada	8

NAVIRES DE GUERRE

États-Unis	Environ 70
Conseil de coopération du Golfe	Arabie Saoudite, Oman, Qatar, E.A.U., et Bahrein
OTAN	Environ 48 (dont 3 du Canada)
Australie	3
Argentine	2
URSS	2

Total: plus de 675 000

Total: plus de 1200

Total: environ 150

IRAK

TROUPES

Total: 555 000
Réserves: 480 000

AVIONS DE COMBAT

Déployés:
Au Koweït: 280 000
Dans le sud de l'Irak: 230 000

NAVIRES DE GUERRE

Pas de marine de guerre significative

Note: ces chiffres sont des estimations des forces présentes en place dans la région, et de celles dont l'envoi a été annoncé.

AP/La Presse

elle déclarait la guerre à l'Irak

Paléniens et de de-
lre Hosny.

ir coussolé les Ara-
Kow. L'Irak cherche
en sioniste) en
on toutes les réso-
le che-Orient) et
er psolument) Is-
bosa tout assaut
Aziz dit à Genève
raits le premier»,
saieu après à Wa-
n egement analo-

icos 1916 au Pacte
our seule première
es pplots occiden-
n' pas manqué et
e germe non plus.
op de guerre, les
n dansformer Sad-
et lui fournir une
coer les Arabes à
Or de ses gendar-

gu des tranchées
prop errain de sur-
mine proie facile
L' navale améri-
si ut potentiel de
«s savons des le
-Uont capables et
is s à faire», a dit

Aziz. Et Israël, 1^{ère} puissance militaire de la région, restera-t-il les bras croisés?

Impliquer Israël

Entraîner Israël dans une guerre semble devoir être un objectif clé de la défense irakienne. «Toute attaque contre Israël serait une provocation flagrante», a dit Bush. La veille, le président Hosni Moubarak admettait que «l'Égypte devra réviser sa position dans la crise si Israël s'engageait dans une éventuelle guerre», ce qui risque paradoxalement d'être interprété à Bagdad comme une invitation à attaquer l'État hébreu.

«Israël est la clé, dit Sid-Ahmed. L'Irak n'a pas intérêt à ce que la guerre soit arabe-arabe ou même américano-arabe, mais il a tout intérêt à ce qu'elle soit la 6^e Guerre israélo-arabe».

La force de frappe de l'Irak ne se limiterait pas alors à ses seules capacités nationales de frapper Israël — avions, missiles, ogives chimiques — mais elle se prolongerait à travers ce que le politologue montréalais Aziz Fall appelle «le bouclier arabe», depuis le peuple palestinien, qui menace d'ouvrir «un nouveau front» en armant l'Intifada dans les Territoires occupés, jusqu'aux mouvements populaires, syndicaux et religieux, du monde arabo-islamique, qui pourraient menacer les intérêts américains.

Que feraient alors tous ceux qui prétendent au leadership du monde arabe? A commencer par l'Égypte, qui vient de se faire pardonner sept milliards\$ de dettes militaires américaines et qui exporte massivement sa main-d'œuvre vers le Golfe? La Syrie, qui a encaissé un premier gain pour sa collaboration en évitant le général Aoun du Liban et qui attend toujours, comme 2^e gain, de récupérer le Golan occupé depuis 25 ans par Israël?

Et surtout, que ferait l'Arabie saoudite elle-même, devenue le pivot de la stratégie américaine dans le Golfe et qui s'est payée à coups de pétrodollars l'ascendant au sein d'une Ligue arabe désormais fracturée et paralysée? Sid-Ahmed pense d'ailleurs que Ryad ne veut pas que le potentiel militaire irakien soit affaibli car il en a besoin comme contre-poids face à Israël et à l'Iran — au moins jusqu'à un éventuel accord de désarmement régional.

Pour Hosny, même si les États-Unis gagnent au bout d'une «guerre éclair propre», le Proche-Orient en sortira plus déstabilisé que jamais. «Un Irak affaibli attisera la convoitise de ses voisins, les régimes arabes pro-américains seront menacés à terme, l'Iran relancera contre eux l'intégrisme islamique. Comment alors parler de nouveau système de sécurité? L'option de guerre n'est pas la meilleure sage-femme d'un Nouvel ordre au Proche-Orient».

LE KOWEÏT

GILLES TOUPIN

Le jeu en vaut-il la chandelle, surtout lorsque la flamme de cette chandelle — le Koweït — est entretenue par près de 10 p. cent des réserves de pétrole de la planète? Si le Koweït est vraiment le principal enjeu de la crise actuelle (il n'est certainement pas le seul), sa légitimité doit-elle être préservée au prix de l'affrontement sanglant d'un million de combattants?

Selon que l'on regarde par la lentille proche-orientale ou par le verre grossissant occidental, le Koweït et sa famille régnante, la dynastie al Sabah qui a dominé la vie politique depuis 1756, sont cotés différemment au firmament de la «démocratie». Pour les Occidentaux, la liste des interdits est insupportable; mais pour ceux qui vivent au Moyen-Orient, le Koweït est un modèle d'ouverture politique.

Comparé en effet aux autres régimes de la péninsule arabique, la famille royale du Koweït est considérée comme la plus éclairée des familles dirigeantes de la région. Semi-démocratie, le Koweït — celui d'avant l'invasion irakienne — est le seul État de la péninsule arabique à jouir d'un système judiciaire moderne indépendant du pouvoir. Son assemblée nationale est élue et, en temps normal, il est gouverné par un cabinet de ministres responsables.

Mais le clan de l'émir de 64 ans, Jaber Al-Ahmed Al-Sabah, est parvenu à maintenir son autorité durant toute l'époque contemporaine en raison de sa gestion directe des revenus du pétrole. Le Koweït, grand comme un mouchoir, cache sous sa surface 94,5 milliards de barils de pétrole, suffisamment pour plus d'un siècle d'exploitation. Il s'agit de la troisième plus grande réserve connue au monde.

Cheikh Jaber et sa famille ont la réputation de bien gérer la richesse du pays. Ils ont économisé pour l'avenir, investissant à l'étranger des sommes considérables évaluées à plus de 100 milliards de dollars dont la majeure partie des profits est déposée dans le fameux Fonds pour les générations futures destiné à assurer l'essor du Koweït une fois les précieuses réserves d'or noir épuisées. Ces investissements rapportent 20 millions de dollars par jour au pays, davantage que le pétrole.

Et l'économie en exil est toujours dirigée d'une part par la puissante Kuwait Petroleum Corp. à Londres, la 12^e plus importante compagnie de pétrole au monde installée dans 22 pays sur cinq continents, et, d'autre part, par la famille royale, bien installée sur quelques étages du luxueux Sheraton Hotel à Taef en Arabie saoudite.

Dans l'ensemble, la population du Koweït a profité de cette richesse. Là où le mécontentement est grand, c'est sur le terrain politique. Depuis l'indépendance en 1961, la monarchie a développé de nouvelles institutions politiques qui ont fait émerger de nouveaux défis. La nouvelle constitution de 1962 déclarait le Koweït État souverain, indépendant au sein du vaste ensemble arabe.

Pas facile d'être Koweïtien

Mais voilà, n'est pas Koweïtien qui veut. Pour protéger le règne de la famille royale, la loi établit deux classes de citoyens:

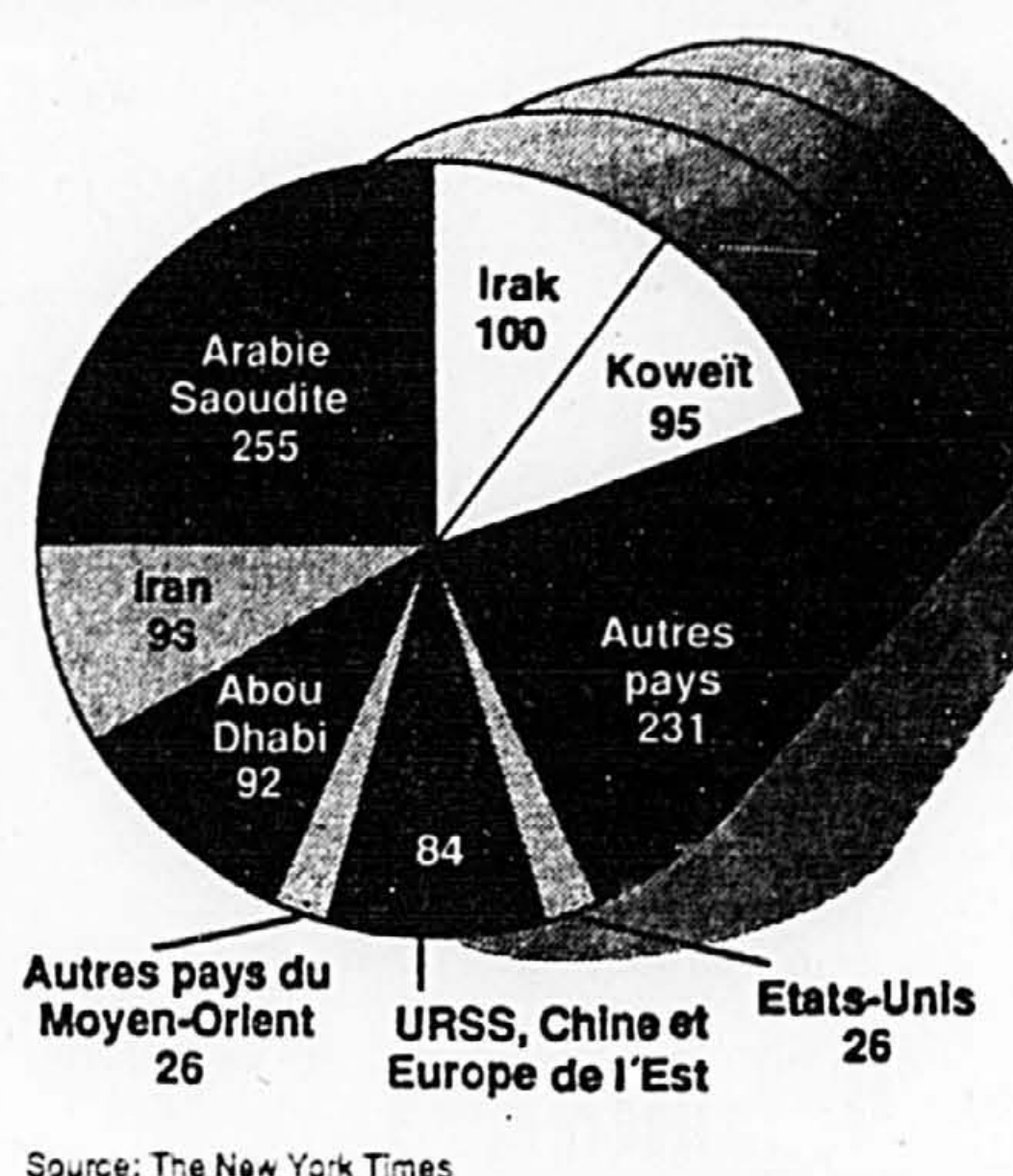
- 1) ceux qui peuvent prouver que leurs ancêtres vivaient au Koweït avant 1922 et
 - 2) ceux qui sont arrivés ou descendent des arrivants d'après 1922 mais avant la fin de 1945.
- Tous les autres ne peuvent bénéficier de la citoyenneté koweïtienne, de telle sorte que 60 p. cent la population actuelle n'est pas koweïtienne et que la moitié de ce nombre est palestinienne. De plus, seuls les musulmans peuvent être Koweïtiens.

Le président des États-Unis George Bush (à droite) et son homologue égyptien Hosni Moubarak: une alliance délicate dans un Moyen-Orient en ébullition.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Ce pays à propos duquel on veut se battre

RÉSERVES MONDIALES DE PÉTROLE 1989



Source: The New York Times

Illustration: La Presse

Ces «étrangers» dans un pays où souvent ils sont nés jouissent certes des mêmes avantages économiques et éducatifs que les autres mais ils sont craints par la famille royale en raison de leur activisme politique et de leur poids démographique. N'étant pas citoyens koweïtiens, ils n'ont pas droit de vote et peuvent être expulsés du pays à n'importe quel moment.

Le cheikh Jaber et sa famille ont suspendu à plusieurs reprises la constitution, dont la dernière fois en juillet 1986 au plus fort de la guerre Iran-Irak, renvoyant les parlementaires chez eux et faisant taire une presse jusque-là relativement libre. Les tensions se sont depuis exacerbées entre la famille régnante des Al-Sabah, habituée à gouverner sans partage, et la bourgeoisie marchande et intellectuelle du Koweït, menée par les anciens députés.

Les élections de juin 1990 n'ont guère calmé les protestataires car les pouvoirs de l'Assemblée nationale ont été restreints et le tiers de ses membres a été nommé par l'émir. L'opposition — digne de ce nom car unique dans la région —, menée par Ahmed Al Saadoun, l'ancien porte-parole du parlement, a boycotté ces élections.

Au moment de l'invasion du Koweït, les tensions n'étaient pas apaisées et la famille royale en exil entendait maintenir son hégémonie. Mais les pays occidentaux, notamment les États-Unis, ont bien fait comprendre que les Al-Sabah ne pourraient pas retrouver le Koweït d'avant le deux août et qu'ils devaient dès maintenant s'attaquer à la reconstruction d'un «nouveau Koweït», véritablement démocratique. L'émir Jaber, soucieux de garder l'initiative, a ainsi promis aux notables koweïtiens de tous bords, à la mi-octobre devant le «Congrès populaire» réuni à Jeddah, en Arabie saoudite, de revenir à la constitution de 1962, évidemment après la libération.



9 septembre Rencontre à Helsinki du président américain George Bush et de son homologue soviétique Mikhail Gorbatchev, qui exhortent l'Irak à se retirer du Koweït.	9 octobre Saddam Hussein somme Israël de se retirer des territoires arabes occupés, et menace d'utiliser un nouveau missile capable d'atteindre l'État hébreu.	25 octobre Les ministres conservateurs Joe Clark (Affaires extérieures) et Bill McKnight (Défense) affirment que le Canada est prêt à déployer ses troupes dans une opération offensive contre l'Irak même sans l'accord des Nations Unies.	29 novembre Le Conseil de sécurité des Nations Unies exige que l'Irak se retire du Koweït au plus tard le 15 janvier, à défaut de quoi le recours à la force sera autorisé. Bagdad rejette l'ultimatum le lendemain. Les deux camps parlent d'entamer des discussions, mais ne s'entendent pas sur une date.	6 décembre Le président irakien annonce son intention de libérer tous les otages étrangers. Les départs d'Irak et du Koweït seront complétés à la fin décembre.	23 décembre Le ton monte entre Bagdad et Washington, qui échangent des menaces. Les arsenaux militaires se gonflent de part et d'autre.	3 janvier 1991 George Bush propose une rencontre de la dernière chance entre le secrétaire d'État américain James Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz. On retient la date du neuf janvier, à Genève. Chacun campe sur ses positions.	9 janvier Echec de la rencontre Baker-Aziz. Les États-Unis demandent au secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, d'exercer ses bons offices.
---	--	---	--	---	---	--	--



Bush veut prouver qu'il a quelque chose dans le ventre



STÉPHAN BUREAU

collaboration spéciale
WASHINGTON

Les Américains le suivront, tant qu'il n'y aura pas trop de victimes

Mercredi après-midi, pendant quelques heures, tout est encore possible. La capitale américaine vit à l'heure de Genève. Chaque minute qui passe relance la spéculation. James Baker a-t-il une nouvelle proposition pour le ministre irakien des Affaires étrangères? Après tout, le président s'est peut-être gardé un peu d'espace pour négocier. À la radio ou à la télévision, tout le monde attend la bonne nouvelle. Même George Bush, entre les coups de téléphone de son secrétaire d'État regarde CNN pour se faire une idée de la situation. Vers 14h, James Baker apparaît sur les écrans de télévision. Dans le silence, les Américains retiennent leur souffle. Le visage généralement impassible du secrétaire d'État ne trompe pas. Ceux qui connaissent bien Baker ont tout de suite compris: les dés sont jetés. Le roulement des tambours a commencé, les États-Unis sont sur le pied de guerre.

George Bush ne tarde pas à réagir. Après avoir écouté une partie de la conférence de presse du ministre irakien Aziz, le président vient à son tour se présenter devant les caméras du monde. Déçu, mais surtout pas décomposé, le président garde un ton fer-

me «C'est à Saddam Hussein de décider s'il veut la guerre ou la paix». George Bush avait promis qu'il n'y aurait aucune diplomatie secrète, il tient parole. En politique étrangère George Bush fait confiance à son instinct et depuis le début son instinct lui dicte de ne pas négocier avec Saddam. Vétéran de la diplomatie, le président Bush a passé sa vie à se préparer pour ce moment. À l'heure des choix, George Bush ne passera pas à l'histoire par la porte arrière.

Des événements qui ont marqué le monde

Avant la crise du Golfe, la présidence de George Bush a été soulevée par les événements historiques qui ont marqué le monde. Avec un minimum de risque et en jouant de prudence, le président a bénéficié des circonstances avec une efficacité consommée. Un an après avoir pris le pouvoir, George Bush est au sommet des sondages. Quatre-vingts pour cent des Américains l'appuient. Le matin du deux août dernier, Bush sent que le vent peut tourner et que le temps est venu de faire la preuve qu'il a quelque chose dans le ventre. Après avoir fait du surf sur la vague qui l'a si bien porté, le président en vient à la conclusion qu'il doit prendre l'initiative. Une grande crise internationale qui menace le «nouvel ordre

mondial» ne peut qu'ajouter à la décision.

George Bush aime profondément le jeu diplomatique et il y excelle aussi. Ancien ambassadeur en Chine et aux Nations Unies, ex-directeur de la CIA et pendant huit ans vice-président, George Bush connaît les rouages. À la Maison-Blanche, le chef de cabinet, John Sununu, parle avec un brin d'humour des deux mille amis «intimes» que Bush aime consulter à travers le monde. Le téléphone est d'ailleurs au centre de l'organisation diplomatique présidentielle. Excellent client sans doute pour les compagnies de téléphone, Bush a construit avec une patience d'orfèvre la coalition internationale qui s'oppose à l'Irak. Dans ses négociations téléphoniques et lorsqu'il peut rencontrer directement ses interlocuteurs, Bush déploie un charme efficace. Selon un diplomate en poste à Washington, «le président est même capable de convaincre les chefs d'État qui sont généralement hostiles aux politiques américaines».

Deux visages

À l'extérieur de l'administration, plusieurs se demandent si le zèle présidentiel ne masque pas une incapacité à composer avec des problèmes moins flamboyants mais tout aussi urgents pour les États-Unis. Normand



Birnbaum, professeur à l'université Georgetown et éditeur de la revue The Nation, pense que George Bush fuit ses vraies responsabilités. «Il évite une situation domestique désespérée et tente par tous les moyens de masquer la récession». Dans son numéro spécial de fin d'année, la revue Time a d'ailleurs consacré le titre d'homme de l'année aux deux visages de George Bush. L'un, capable de vision et de grandeur dans les affaires internationales et l'autre, plus sombre, se détournant des affaires nationales. Un peu comme si les problèmes économiques ou la criminalité galopante aux États-Unis n'étaient pas dignes de la fonction présidentielle.

George Bush a choisi ses armes, et c'est dans l'arène internationale qu'il a décidé d'être jugé. Après huit ans dans l'ombre de Ronald Reagan et surtout après s'être fait traiter de «mou» par ses adversaires pendant la campagne présidentielle, Bush ne peut plus perdre la face. Les résultats de sa politique dans le Golfe vont marquer son administration pour toujours et surtout influencer l'électorat en 1992. L'ancien conseiller de Ronald Reagan, Lyn Nofziger, est catégorique: «politiquement, c'est le moment de vérité. Une victoire rapide et éclatante peut visiblement donner du coffre au président. Si l'Irak ne se retire pas du Koweït, tout autre scénario va faire un tort énorme à

la cote du président». Norman Birnbaum est plus catégorique. «Bush compte sur une victoire rapide... sinon, c'est clair pour moi qu'il va perdre la présidence».

Une chose semble aujourd'hui certaine. Adversaires et partisans du président pensent que la perspective d'une guerre est de moins en moins hypothétique. «Le président s'est mis dans une position où il ne peut plus reculer» explique Lyn Nofziger. «Après avoir répété qu'il n'augmenterait jamais les taxes, Bush a fait volte face et il a changé d'idée... Il ne peut pas faire le coup deux fois». À la Maison-Blanche, si la décision d'employer la force n'a pas encore été prise, le président demeure intransigeant. «Toutes les résolutions des Nations Unies doivent être appliquées, et ça comprend chaque pouce de territoire, sans aucune concession».

L'opinion publique

Jusqu'à maintenant l'opinion publique américaine a donné à George Bush les moyens de maintenir un discours dur. Malgré des dissensions certaines, une majorité d'Américains supportent la politique du président. Un sondage publié par le Washington Post cette semaine révèle que soixante-trois pour cent des gens sont favorables à une intervention militaire si l'Irak ne se retire pas du Koweït d'ici le 15 janvier. Monsieur Bush doit cependant bien lire ses sondages. Dans le sondage du Washington Post, l'opinion publique s'effondre quand vient le temps de considérer les risques liés à la guerre. Quarante quatre pour cent des gens interrogés sont encore pour une intervention si plus de mille soldats doivent mourir. Si le nombre de morts doit passer au-dessus de la barre des dix mille, 35 pour cent seulement des Américains sont encore favorables à l'utilisation de la force. Le message est clair: d'accord pour la guerre mais s.v.p. pas de morts.

Peu d'Européens sont prêts à mourir pour le Koweït



GILBERT GRAND

La crise du Golfe offrait à la Communauté économique européenne (CEE) l'occasion d'ébaucher une politique étrangère qui soit autre chose que la somme de douze points de vue divergents, mais plutôt celle d'une superpuissance en voie d'affirmation. Jusqu'ici, les Douze sont loin d'avoir passé le test.

La semaine qui s'achève a d'ailleurs fait tomber bien des illusions à Bruxelles. En refusant de les rencontrer après le face-à-face Baker-Aziz de Genève, Bagdad a renvoyé sèchement les Européens sur la touche pour cause de «suivisme» vis-à-vis des États-Unis. Puis, Washington les a sommés de renoncer à toute initiative diplomatique propre pour ne pas affaiblir le front anti-irakien alors qu'approche la date fatidique du 15 janvier.

«L'Europe est un géant économique, un nain politique et une larve militaire», en concluait dépit, mardi, le ministre belge des Affaires étrangères Mark Eyskens. «Le bilan de la crise du Golfe est aussi jusqu'à présent celui de l'impuissance politique de l'Europe. C'est pour cela que les Irakiens nous laissent tomber, que les Américains occupent tout le terrain parce que nous n'existons pas, et que nous retombons sur des points de vue nationaux

avec pour conséquence des divisions internes».

Que ce verdict fort sévère vienne d'un partisan du recours à la force contre l'Irak (point de vue minoritaire dans le cabinet belge) en atténue certes la portée, mais non la pertinence. Le point central étant, en effet, l'incapacité des Douze à accorder, depuis le début de la crise, leurs actes à leurs déclarations communes, les compromis péniblement négociés subissant aussitôt l'assaut des intérêts nationaux.

Ainsi, après avoir approuvé l'embargo contre l'Irak, la CEE a mis plus de deux mois à s'engager à verser deux milliards de dollars d'aide aux pays les plus touchés

«L'Europe est un géant économique, un nain politique et une larve militaire»

par cette politique. Et un tiers de la somme promise est toujours bloquée par une querelle entre le Parlement européen et le conseil ministériel.

L'affaire des otages a illustré parfaitement l'art avec lequel Saddam Hussein joue sur les divisions communautaires. Le 28 octobre dernier, les Douze s'engagent à ne pas négocier séparément la libération des otages. Mais dans les jours qui suivent, le

leader irakien élargit Allemands, Espagnols, Français, puis Anglais à la demande de «missions humanitaires» formée de députés et d'anciens chefs d'État, souvent avec le consentement tacite de leur gouvernement.

Sur le terrain, d'autre part, pas de force européenne significative: seules la France et la Grande-Bretagne alignent des troupes, au total 40 000 hommes (à peine un dixième des effectifs américains). Les autres pays se contentant de l'envoi de quelques frégates et corvettes dans le Golfe sous les auspices de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de quelques avions de soutien en Turquie dans le cadre de la force mobile de l'OTAN.

Pourtant, au nom de la défense du droit international, les Douze soutiennent sans réserves les résolutions des Nations Unies exigeant le retrait irakien du Koweït, y compris celle qui autorise le recours à la force. Mais à l'approche de l'échéance du 15 janvier, cette unanimité de façade ne parvient plus à dissimuler leurs divergences profondes tant sur la stratégie que sur le fond.

Lors de la réunion de Bruxelles, la semaine dernière, un net clivage est apparu entre un Nord anglo-saxon (Britanniques, Néerlandais et Danois) partisan de la ligne dure à l'américaine et un Sud, regroupant Français et méditerranéens, ainsi qu'Allemands, voulant donner à Saddam Hussein une chance de sauver la face, à ce stade de l'escalade verbale et militaire.

Concrètement, il s'agissait de savoir si l'Europe parlerait avec Bagdad sans les Américains, si une déclaration d'intention de retrait du Koweït serait suffisante pour l'ouverture d'un dialogue et le report de l'ultimatum du Conseil de sécurité, si une conférence internationale serait convoquée parallèlement ou ultérieurement pour traiter de tous les problèmes du Proche-Orient. Pour la première fois était ainsi ouvertement abordé, à l'instigation de la France, un scénario d'après-crise loin cependant de faire l'unanimité.

Les Douze couraient donc à l'échec, lorsque l'annonce du sommet Baker-Aziz le 9 janvier à Genève les a sortis de l'impasse. En moins d'une heure, ils se sont entendus pour inviter le chef de la diplomatie irakienne à Luxembourg le 10. Mais, rappelant l'affront qu'ils lui avaient fait subir en décembre en annulant au dernier moment sa visite à Rome, Tarek Aziz a refusé l'invitation et renvoyé les Européens à leurs dissensions.

En s'alignant sur la stratégie américaine, plaçant même son contingent dans le Golfe sous commandement US, la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (et de son successeur John Major) s'affiche sans complexe comme



L'Allemagne a finalement accepté d'envoyer 18 chasseurs Alpha-Jet en Turquie.

l'allié le plus fiable des États-Unis autant par conviction idéologique que par intérêt. Outre ses récents nettement anti-communautaires, cette politique s'inscrit en effet dans l'héritage du *Rule Britannia*, particulièrement dans une zone aussi sensible que le Moyen-Orient où les Anglo-Saxons ont exercé une présence qui ne s'est jamais démentie.

De toutes les grandes puissances occidentales, l'Allemagne est seule avec le Japon à ne pas avoir envoyé de troupes dans le Golfe. Se réfugiant derrière sa constitution qui dévoue un rôle purement défensif à la Bundeswehr, elle a préféré payer l'effort de la coalition contre l'Irak (2,2 milliards de dollars).

Refletant la très forte opposition de l'opinion allemande à tout engagement militaire, cette discrétion s'explique par la situation géopolitique de l'Allemagne adossée à un empire soviétique en totale décomposition. D'où la conviction exprimée clairement par l'influent hebdomadaire *Die Zeit* que «pour l'hémisphère nord, la paix ne se joue pas dans le Golfe mais bien en URSS».

Cependant, Bonn est également conscient qu'une guerre contre l'Irak risque de faire dérailler l'intégration européenne que la reconstruction à l'Est. Aussi, sortant de son repli frileux, l'Allemagne a accepté — décision impopulaire — d'envoyer 18 chasseurs Alpha-Jet en Turquie, tout en travaillant activement avec Paris à mettre sur pied une initiative diplomatique européenne propre à arrêter l'engrenage de la guerre. De quoi faire oublier un peu la participation

de firmes allemandes à la fabrication de l'arsenal chimique et nucléaire irakien.

L'invasion du Koweït par l'Irak a également forcé la France à condamner celui qui, la veille encore, était son allié privilégié dans la région. Par vents et marées depuis 1967, malgré l'écrasement des Kurdes, la participation irakienne au terrorisme international, l'utilisation d'armes chimiques dans la guerre contre l'Iran, les violations des droits de l'homme notoire du régime de Saddam Hussein, la coopération franco-irakienne ne s'est jamais démentie.

Spectaculairement lancée par Jacques Chirac qui revint en décembre avec des contrats d'une valeur de 900 millions de dollars, poursuivie par les gouvernements de gauche et de droite suivants, elle allait fournir au régime irakien entre autres le réacteur atomique Osirak, des chasseurs Mirage, des blindés, des hélicoptères et des missiles Exocet dont le rôle aura été décisif dans la guerre contre l'Iran. Résultat de ces achats massifs, la dette irakienne à l'égard de la France atteint les cinq milliards de dollars, dont trois pour le seul matériel militaire.

On comprend que, dans un premier temps, Paris ait hésité à aller au-delà de la condamnation verbale. Ce n'est qu'après la mise à sac de l'ambassade française au Koweït le 15 septembre que Mitterrand entre dans la logique de guerre avec l'envoi d'un contingent en Arabie, constamment renforcé depuis. Et il a rappelé mercredi qu'en cas de conflit armé, les forces françaises lut-

taient pour libérer le Koweït, mais n'iraient pas plus loin.

Bien que la France ait voté toutes les résolutions du Conseil de sécurité, le président de la République n'en présentait pas moins le 24 septembre aux Nations unies un plan de paix qui reste encore au cœur des tractations de dernière heure: «Que l'Irak affirme son intention de se retirer du Koweït, qu'il libère les otages, et tout devient possible», particulièrement cette conférence sur le Proche-Orient dont il demande depuis des années déjà la convocation.

Mitterrand demeure convaincu que la France, en raison de ses relations traditionnelles et privilégiées avec le monde arabe, en tant que pays méditerranéen et ancienne puissance coloniale au Maghreb et au Levant, peut et doit jouer les médiateurs pendant qu'il est encore temps. Un point qu'après l'échec de Genève, même George Bush a dû lui concéder.

Ce qui ne veut pas dire qu'on doive pour autant reculer sur les principes du droit. Car, comme le rappelle le premier ministre Michel Rocard, comme pour exorciser le spectre d'un nouveau Munich, «nul n'oublie, et certainement pas les Français qui en ont eu l'expérience, qu'il est des situations où prétendre sauver la paix au prix d'un abandon conduit généralement à cumuler et la honte et la guerre malgré tout».

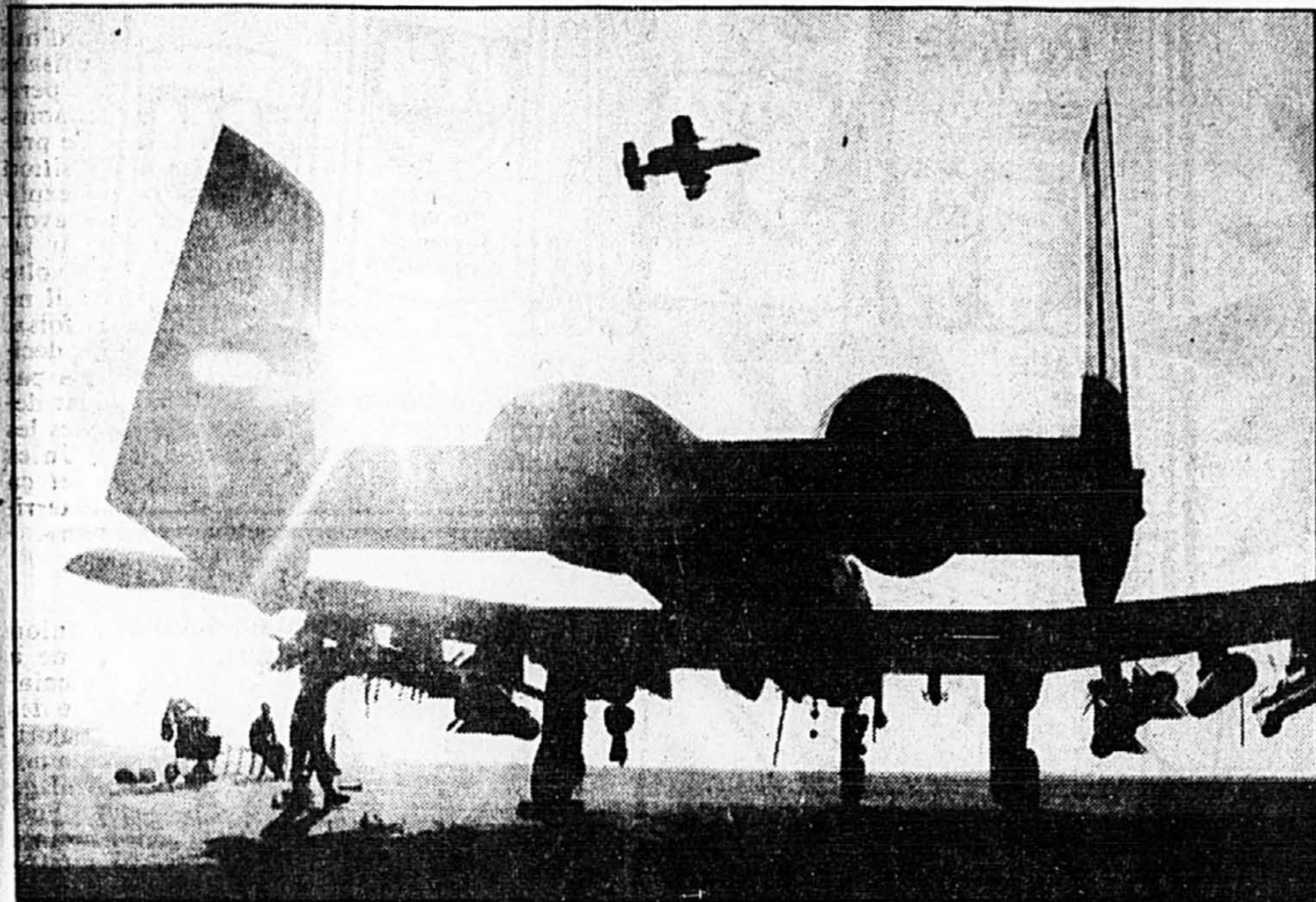
Le problème est qu'il n'y a pas beaucoup d'Européens ni d'Américains, d'ailleurs, qui semblent vouloir mourir pour Koweït. Et Saddam Hussein le sait.



Le président Mitterrand a rappelé qu'en cas de conflit armé, les forces françaises lutteraient pour libérer le Koweït, mais n'iraient pas plus loin.



Une défaite américaine est presque inimaginable...



mais la guerre a toujours été le domaine de l'incertitude

HAROLD KLEPAK
collaboration spéciale

Il est difficile de se rappeler une situation récente impliquant un déploiement militaire aussi impressionnant que celui que l'on constate dans le Golfe persique actuellement. À vrai dire, il faudrait remonter aux guerres napoléoniennes pour retrouver un si grand nombre de pays associés à une opération conjointe contre un ennemi commun. En effet, trente et un pays sont déjà dans la région et deux autres ont manifesté leur intention de participer prochainement à l'opération.

Que peut accomplir cette force? On peut envisager deux possibilités. La première serait une attaque qui balaierait les Irakiens du Koweït. Un des avantages de cette stratégie résiderait dans ses objectifs limités; elle satisferait aux principes de la Charte des Nations Unies.

Une opération plus audacieuse consisterait à renverser le gouvernement de Bagdad ou, tout au moins, à détruire les capacités chimiques et le potentiel nucléaire irakiens. Cette solution a été préconisée tant par Mme Thatcher que par certains stratèges américains.

L'avantage politique d'une attaque limitée est évident; en particulier, elle renforce la légitimité de l'action militaire. L'inconvénient d'une telle solution, au plan opérationnel, est qu'elle implique une attaque frontale contre des positions fortifiées depuis cinq mois par les Irakiens. Cette situation est loin d'être idéale du point de vue militaire. On pourrait toutefois imaginer une attaque par l'ouest du Koweït, via l'Irak, ce qui donnerait plus de marge de manoeuvre aux forces alliées et permettrait de prendre par le flanc les positions irakiennes.

Une attaque contre l'Irak comme tel, une invasion, devrait être beaucoup plus importante et se heurterait à quelques obstacles de taille. Dans ce cas, il ne s'agirait pas seulement de prendre Bagdad et quelques positions militaires, mais d'occuper l'Irak, au moins à moyen terme. Ceci, bien sûr, serait très coûteux en termes financiers, humains, militaires et surtout politiques.

De plus, on peut douter que les coalisés aient la volonté politique d'en arriver là. Il n'en reste pas moins qu'en termes militaires, l'alliance anti-irakienne devra choisir une de ces options.

Quelle que soit la stratégie globale choisie, les observateurs s'entendent pour prévoir que les alliés essaieront dans un premier temps de neutraliser la puissance aérienne irakienne par des attaques directes contre ses bases d'opérations. Les mêmes experts sont convaincus que cela ne posera pas de problèmes insurmontables étant donné la supériorité massive aérienne alliée, tant sur le plan numérique que sur le plan technologique.

Ayant acquis la maîtrise de l'air, les Américains et leurs alliés pourraient attaquer les plus importantes cibles militaires et même industrielles de l'Irak. Si Washington ne souhaite pas aller aussi loin, la force multinationale

pourrait se contenter d'une série d'attaques limitées pour démontrer notre sérieux au leadership irakien.

Pour éviter de perdre certains de leurs alliés, les Américains devront mener une guerre courte. Cette considération pèsera lourd dans le choix de la stratégie d'at-

taque. Les militaires choisiront le plan qui, à leurs yeux, aura le plus de chances de faire céder Saddam Hussein rapidement.

Outre une offensive aérienne, la stratégie alliée pourrait comporter des attaques directes combinées air-terre ou même air-terre-mer. Celles-ci pourraient viser

soit la simple évacuation du Koweït, soit l'Irak même.

Il est peu probable que toutes ces décisions aient déjà été prises. Les Américains vont garder leur liberté de manoeuvre jusqu'à la dernière minute. Nul doute qu'un de leurs principaux objectifs sera de surprendre les Irakiens tant

sur le plan du «timing» que sur le plan du type d'attaque.

Les Irakiens savent se battre

Quant à l'Irak, son armée a démontré qu'elle était capable de bien se battre et ceci, plus d'une

fois, lors du long conflit qui l'a opposée à l'Iran. Les deuxième et troisième corps d'armée ainsi que les unités de la Garde présidentielle ont fait preuve d'une capacité de combat remarquable et d'une grande ténacité, particulièrement sur la défensive. Toutefois, les frappes combinées d'une force aérienne de bombardement et d'une offensive blindée risquent d'ébranler les soldats de Bagdad, malgré leur expérience.

Soulignons que si les Irakiens manquent de mobilité et de puissance aérienne, ils bénéficient tout de même d'un commandement et d'une structure militaire homogènes, alors que les alliés ont des structures militaires, des stratégies, des approches tactiques, des équipements, des systèmes logistiques fort divers.

De tout temps, les guerres de coalition ont été plus complexes. Il faut aussi ajouter qu'au cours des dernières décennies, l'armée américaine a eu tendance à faire plus confiance à son matériel qu'à ses soldats. Dans l'éventualité d'une guerre, les Américains risqueraient fort de constater que la réalité du combat ne respecte pas cette priorité.

La supériorité technique et matérielle de la force multinationale est indiscutable. En fait, il est presque inimaginable qu'un conflit puisse aboutir à une défaite des alliés, sur le plan militaire, surtout si les objectifs de l'opération demeurent limités. Mais la guerre a toujours été le domaine de l'incertitude, et les meilleurs généraux ont dû se plier à cette loi. Comme l'a dit Mallarmé: «Jamais un coup de dés n'abolira le hasard».

L'auteur de cet article est professeur d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean.



Les blessés psychologiques, plus nombreux que les morts?

PAUL ROY



Dix hommes avaient déjà sauté quand Merv Jones, parachutiste au dos, s'approcha à son tour de la porte. Des balles lumineuses, tirées de la côte normande par les Allemands, effleuraient la carlingue de l'avion à hélices en ce 6 juin 1944.

«Il était 1 h du matin et, ce qui me faisait le plus peur, c'était de sauter dans le noir», se rappelle M. Jones, qui habite présentement Loretteville, près de Québec. Mais quand le feu passa au vert au-dessus de la porte, il cessa de penser, d'avoir peur. Il sauta.

Emile Saint-Jean, lui, tenait le volant de sa jeep quand la rampe de la barge de débarquement s'abaissa. «J'ai entendu le sergent me crier: «Go ahead!»

Mais la barge était trop loin du bord. Et à mesure que la jeep descendait, l'eau montait. «Quand j'ai eu de l'eau jusqu'au menton, j'ai vraiment eu la chienne.»

Heureusement, quelque secondes plus tard, l'eau s'est mise à descendre. Et quand la jeep, dont le moteur n'avait pas calé, parvint enfin à la grève, «tout revolvait autour», relate M. Saint-Jean. «Je suis quand même descendu à terre pour embrasser le sol.»

Pour Réal Masson, qui a fait la guerre de Corée, «l'expérience la

plus épouvantable, c'étaient les patrouilles de nuit dans la montagne». «De temps en temps, il y en avait qui pognaient les nerfs. Ils pouvaient se mettre à crier, à pleurer; des fois on avait de la misère à les retenir.»

Dans quelques jours ou quelques semaines, une autre génération de soldats canadiens risque de connaître la guerre. Et si la plupart des événements humains occasionnent leur dose de stress, les experts s'entendent pour dire que la guerre, c'est «autre chose».

«Disons que faire la guerre, c'est plus stressant que de perdre son emploi», signale à La Presse le Dr John Talbot, de Baltimore, psychiatre et vétéran du Vietnam.

«Et des études semblent démontrer qu'il y a une relation directe entre la quantité de stress subie et la proximité des combats.»

Récemment, des spécialistes américains ont estimé que pour chaque soldat américain tué dans une éventuelle guerre du Golfe, deux subiraient des blessures psychologiques.

Le Dr Bernard Groulx, chef du département de psychiatrie à l'Hôpital des anciens combattants de Sainte-Anne-de-Bellevue, évoque un syndrome post-traumatique semblable à celui ressenti par les victimes de désastres naturels: tremblements de terre, incendies, etc. Ces expériences ont en commun qu'on peut y retrouver une peur intense de mourir associée à un fort sentiment d'impuissance.

«On peut également éprouver du stress en période de récession», explique-t-il. «Mais on ne peut comparer ce stress avec un syndrome post-traumatique.»

Bien entendu, tous les soldats qui vont à la guerre ne sont pas atteints de ce syndrome, et tous ceux qui le sont ne le sont pas également. À ses étudiants de l'université McGill, où il enseigne la psycho-gériatrie, le Dr Groulx explique que personne n'est totalement à l'abri d'une fracture de la jambe. Mais ceux dont les os sont plus forts pourront résister à un stress plus important. Il en va de même des blessures psychologiques.

De la même façon, toutes les blessures, qu'elles soient physiques ou psychologiques, ne guérissent pas aussi rapidement. Dans le cas des blessures psychologiques, une bonne estime de soi, couplée à des traitements efficaces et rapides, aide grandement à la guérison. Dans certains cas, une bonne cure de sommeil peut faire l'affaire. Mais on utilise aussi d'autres thérapies, dont des thérapies de groupe.

Le Dr Talbot, de Baltimore, insiste sur l'importance de ne pas traiter le soldat en état de choc trop loin du théâtre des combats. Durant la guerre 14-18, expliquait-il, les Français ont eu beaucoup plus de succès que les Anglais dans le traitement de leurs blessés psychologiques.

«La différence: chez les Français, on amenait les blessés un peu à l'écart, on leur donnait une douche, des vêtements propres,

on leur disait qu'ils iraient mieux, on les faisait dormir et, dès que possible, on les réintérait à leur unité de combat.

«Chez les Anglais, les blessés étaient ramenés en Angleterre et plusieurs d'entre eux devenaient des handicapés émotifs.»

Ce retour au combat n'est pas prescrit dans un but d'efficacité militaire, précise pour sa part le Dr Groulx. «C'est pour le bien du patient. Et il est très important qu'il retourne dans son unité, avec ses camarades, pour recouvrer son estime de soi.»

Les anciens combattants que La Presse a contactés ont préféré ne pas parler des camarades qu'ils ont vu mourir à leurs côtés. Et Jos Csank, chef du département de psychologie à l'Hôpital des anciens combattants de Sainte-Anne-de-Bellevue, comprend pourquoi.

«La première réaction d'un soldat qui voit un camarade tomber, c'est de se sentir heureux de ne pas avoir été lui-même tué. C'est presque biologique comme réaction. Mais après, il éprouve souvent un fort sentiment de culpabilité. Il se sent coupable de ce moment de bonheur.»

Mais il n'y a pas que la guerre, il y a aussi l'attente de la guerre. Ici, M. Csank parle de stress anticipatoire.

Il cite une étude faite auprès de parachutistes, démontrant que le stress augmente à l'approche du saut. «Mais au moment de sauter, l'angoisse disparaît, le parachutiste devient plus calme.»

Pour M. Csank, l'angoisse anticipatoire risque d'augmenter, dans la région du Golfe, d'ici le 15 janvier. Et pas juste chez les militaires. Et pas juste dans la région du Golfe. À un moindre degré, cette angoisse est également ressentie à la grandeur de la planète.

Pour les militaires occidentaux, cette attente se poursuit dans un environnement tout à fait étranger, ce qui peut ajouter au stress, signale en outre le Dr Groulx. Et la guerre, si elle éclate, n'éclatera pas nécessairement le 15 janvier, date de l'ultimatum fixé à Saddam Hussein pour déguerpir du Koweït.

«Ça peut être le 30 (janvier), dans quel cas on pourrait vivre une autre période d'attente très difficile. Mais jamais aussi difficile que le véritable combat», précise-t-il.

En apparence, tout le monde ne rentre pas marqué de la guerre. Mais le Dr Groulx, qui se spécialise en psycho-gériatrie, observe notamment que les anciens combattants sombrant dans des états paranoïdes — syndrome assez connu chez les personnes âgées — n'éprouvent souvent pas les mêmes délirés.

«Les choses que l'on vit restent en banque dans notre inconscient. Alors que d'autres vont imaginer que leur voisin, ou leur femme, est sur le point de les attaquer, ces gens-là, souvent après avoir vécu normalement durant 40 ans après leur retour de la guerre, vont imaginer des nazis. C'était resté dans leur banque.»

On trouve de tout... même un ami

JEAN COUTU

Ouvert jusqu'à minuit

- 501 est, rue Mont-Royal, Mtl
- 1836 ouest, rue Ste-Catherine, Mtl
- 405, boul. des Laurentides, Laval
- 225, boul. Taschereau, Greenfield Park

Les prix annoncés n'incluent pas la T.P.S.



BARRES DIÉTÉ
PERSONNELLE
SUBSTITUT DE REPAS
390 g, AU CHOIX

579
EXEMPTÉ DE T.P.S.



ROYALE
Papier
hygiénique,
blanc
8 rouleaux



ROYALE
Papier
hygiénique,
blanc
8 rouleaux



VIM
Nettoyant crème
surpuissant
250 ml
AU CHOIX



VIM
Nettoyant crème
surpuissant
250 ml
AU CHOIX

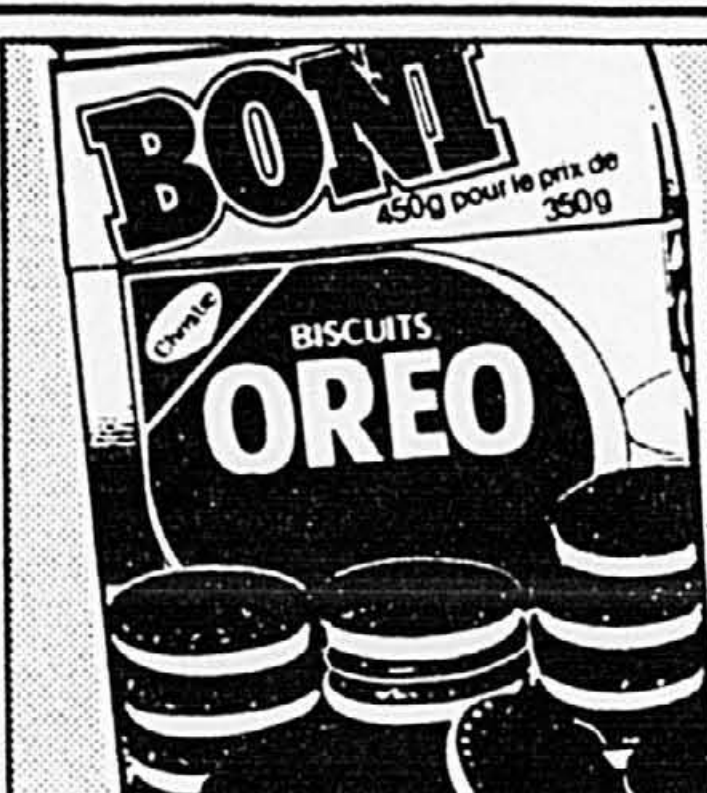
279

.99



SUCARYL
Édulcorant
hypo-calorique
100 sachets

.99
EXEMPTÉ DE T.P.S.



CHRISTIE
Biscuits
• Oreo
• Pépites de chocolat
350 g + 100 g, AU CHOIX

219



HEINZ
Nourriture ou jus tamisés
pour bébés
(excepté dîner à la viande)
128 ml, AU CHOIX EXEMPTÉ DE T.P.S.

2/89
EXEMPTÉ DE T.P.S.



SURF
Détergent en poudre
pour la lessive
5 L

199



VITAMINE C
PJC JEAN COUTU
500 mg
100 COMPRIMÉS

279



RUE SESAME Vitamines
• Supplément en calcium
60 comprimés
• Vitamines
90 comprimés
• Vitamines et minéraux
60 comprimés, AU CHOIX

449



CENTRUM
FORTE
Vitamines
et minéraux
100 comprimés

699



ASPIRIN
Acide
acétylsalicylique
325 mg
Comprimés ou
caplets
50, AU CHOIX

199



ALBUM
PHOTOS DF
100 PAGES
#1831
AU CHOIX

899



VANIA
Protège-dessous
30
AU CHOIX

229



ALWAYS
ou
ALWAYS PLUS
Serviettes
hygiéniques
16, 24, 26,
27, 30
AU CHOIX

429



TAMPAX
Tampons
• Régulier
ou Super, 30
• C mpak, 24
AU CHOIX

499

LISTERINE
Dentifrice
4 x 75 ml



349

LISTERMINT
Rince-bouche

359

FLUORIDE PASTE
CLOSE-UP
DENTIFRICE AU FLUORURE

.99

CLOSE-UP
Dentifrice
Tube ou pompe
100 ml, AU CHOIX

279



FINESSE
Mousse coiffante
150 g

249

FINESSE
• Shampoing,
revitalisant
ou fixatif, 300 ml
• Spritz, 250 ml
AU CHOIX

ÉCONOMISEZ 50¢

à l'achat de lames ATRA,
ATRA PLUS, TRAC II,
TRAC II PLUS, 5



179

AVEC
COUPON

229

Limite 1 coupon par client
Valable du 13 au 19 janvier, 1991
Remboursement: Gillette Canada

Achetez-en 1 et
obtenez-en 1 autre
GRATUITEMENT
avec ce coupon.



EUROPEAN
FORMULA
Shampooing ou
revitalisant
350 ml
AU CHOIX

199

À l'achat d'un shampoing ou revitalisant
EUROPEAN FORMULA 350 ml, et sur
présentation de ce coupon, obtenez un
deuxième shampoing ou revitalisant
EUROPEAN FORMULA
350 ml GRATUITEMENT.
Limite 1 coupon par client.
Valable du 13 au 19 janvier, 1991
Remboursement: Groupe Jean Coutu
A/S Odette Houle

Ouvert 7 jours, 7 soirs, tous les week-ends

Les produits de
cette page sont
limités à 3 par client

Valable du 13 au
19 janvier 1991

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article
venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille Excuses".
Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indicatif seulement. Pas de vente aux marchands.

VISA

MasterCard